

ENCADREMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR,
INVESTISSEMENT...

Les annonces du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier à Alger, que deux nouvelles institutions seront créées pour encadrer l'importation et l'exportation d'ici fin mai. L'une sera chargée de réguler et encadrer les importations, tandis que l'autre sera spécialisée dans l'appui et la promotion des exportations, a précisé le chef de l'Etat, lors de son discours à l'occasion de l'ouverture de la deuxième édition de la rencontre nationale avec les opérateurs économiques. P 3



INDICE DES PRIX À LA
CONSOMMATION EN FÉVRIER
2025

**Un taux d'inflation
annuel à 3,8%**

Selon les dernières données publiées par l'Office National des Statistiques (ONS), l'indice des prix à la consommation dans la ville d'Alger a enregistré une hausse de 0,3 % au mois de février 2025 par rapport à janvier.

P 2

VALORISATION
DE LA RECHERCHE,
CRÉATION DE LA RICHESSE,
INNOVATION...

**L'université,
locomotive de
l'économie nationale**

Depuis l'indépendance, l'université algérienne occupe un rôle central dans la formation et l'accompagnement des étudiants. Placée au cœur des priorités nationales par le président de la République, elle se veut aujourd'hui un levier stratégique du développement économique. La valorisation des résultats de la recherche s'accélère, à l'image de la conception de la première puce électronique algérienne réalisée par les chercheurs du Centre de développement des technologies avancées (CDTA).

P 5

PROMOTION
DES MICRO-ENTREPRISES

**Nesda crée
117 centres
de développement
en 2024**

Dans un contexte où l'entrepreneuriat s'affirme comme un levier stratégique du développement économique, l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (Nesda) multiplie les initiatives pour accompagner les porteurs de projets. En 2024, elle a franchi une étape décisive avec la création de 117 centres de développement dédiés à la promotion des micro-entreprises à travers le pays.

P 5

INDUSTRIE

**Remise en service
de la cimenterie
de Timegtane à Adrar** P 4

PROJET DE LOI SUR LES WAKFS

**De nouvelles dispositions
alliant dimension caritative
et investissement** P 4

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Tenue de la 11^e édition du
Salon «Maghreb Pharma»
du 22 au 24 avril à Alger** P 16

TIZI-OUZOU
Perturbation dans
l'AEP lundi et mardi
dans trois communes

Une perturbation dans l'alimentation en eau potable (AEP) est prévue lundi et mardi dans trois communes de la wilaya de Tizi-Ouzou, en raison de travaux de réhabilitation du réseau, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). Cette perturbation impactera les communes de Beni Zmenzer et Beni Douala (partiellement), ainsi que les villages d'Ihesnaouene et de Bouhinoune relevant de la commune de Tizi-Ouzou, a-t-on indiqué de même source. Des travaux de raccordement d'un nouveau tronçon de canalisation de 700 mm de diamètre au niveau du village d'Ait Ouaneche, sur le chemin de wilaya (CW) n 2, seront engagés à partir de demain lundi, et seront à l'origine de la perturbation du programme de distribution d'eau dans les trois communes, a-t-on expliqué. L'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de réhabilitation et de renouvellement des conduites de pompage de la chaîne de production de Tassadort, visant à améliorer le service public de l'eau et en prévision de la saison estivale 2025, selon la même source. Une fois achevés, ces travaux permettront d'éliminer progressivement les problèmes de fuites d'eau causés par la vétusté de l'ancienne canalisation et, par conséquent, d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des localités concernées, a-t-on noté. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés par l'entreprise chargée des travaux afin d'assurer leur achèvement dans les délais fixés, a assuré l'ADE.

MDN
Saisie de 66 kg de
cocaïne à Adrar

Soixante-six (66) kg de cocaïne ont été saisis, vendredi à Adrar, lors d'une opération qualitative effectuée par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), des Douanes algériennes et de la Sûreté nationale, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée multiforme et dans la continuité des efforts visant à endiguer le fléau du trafic de drogue dans notre pays, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, des Douanes algériennes et de la Sûreté nationale ont appréhendé vendredi 11 avril 2025, lors d'une opération qualitative effectuée au niveau du secteur militaire d'Adrar en 3e Région militaire, un narcotrafiquant et saisi 66 kilogrammes de cocaïne", précise la même source. "Cette opération de qualité confirme, une nouvelle fois, la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'ANP mobilisées le long des frontières nationales, à lutter contre la criminalité organisée et à préserver la stabilité et la sécurité du pays", ajoute le communiqué.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION EN FÉVRIER 2025
Un taux d'inflation annuel à 3,8%

Selon les dernières données publiées par l'Office National des Statistiques (ONS), l'indice des prix à la consommation dans la ville d'Alger a enregistré une hausse de 0,3 % au mois de février 2025 par rapport à janvier.

Par Selma R

C'est principalement le secteur alimentaire qui tire cette hausse des prix. Les produits alimentaires ont enregistré une progression globale de +0,6 % en février. Cette hausse s'explique en grande partie par la flambée des prix de la viande de poulet, qui a bondi de 14,6 %, et ceux de la viande de mouton et ses abats, en hausse de 3,4 %. La pomme de terre a également connu une hausse de 2,7 %. Toutefois, certaines denrées affichent des baisses notables, à commencer par les fruits, dont les prix chutent de 12,3 %, les légumes (-5,0 %) et les œufs (-8,2 %), compensant partiellement les hausses observées sur d'autres produits. Les produits alimentaires industriels, plus stables, ont augmenté de 0,2 %, tandis que les produits manufacturés et les services ont respectivement progressé de 0,1 % et 0,3 %. Quant aux prix des biens alimentaires industriels, ils se distinguent par une relative stagnation. Quant aux produits manufacturés non alimentaires, ils ont vu leurs prix légèrement augmenter de 0,1 %, tandis que les services affichent une hausse de 0,3 %. Sur une base annuelle, les prix des produits manufacturés progressent fortement de 6,6 %, alors que les services restent quasiment stables avec une hausse modérée de 0,6 %. Corrigé des variations



saisonniers, l'indice des prix affiche une augmentation mensuelle de 0,4 %. En glissement annuel (février 2025 comparé à février 2024), l'indice global progresse de 4,7 %, tandis que l'inflation annuelle, calculée entre mars 2024 et février 2025, s'établit à 3,8 %. À l'échelle nationale, la tendance est plus marquée avec une hausse de 0,8 % de l'indice général des prix à la consommation. Les prix des biens alimentaires, en particulier, ont bondi de 1,3 % sur l'ensemble du territoire. « L'indice national des prix à la consommation est établi sur la base d'observation des prix effectuée auprès d'un échantillon de 17 villes et vil-

lages représentatifs des différentes régions du pays. Cet indice permet essentiellement de disposer d'indicateurs d'évolution des prix de détail sur l'ensemble du territoire national, permettant ainsi une analyse comparative de l'évolution des prix entre Alger et les autres régions du pays. Au mois de février 2025 et par rapport au mois précédent, l'indice général des prix à la consommation, au niveau national enregistre une hausse de 0,8%. Les prix des biens alimentaires marquent un taux de +1,3%», précise l'ONS dans sa dernière Note sur l'indice des prix à la consommation.

L'ALGÉRIE INAUGURE SON PAVILLON À L'EXPOSITION "OSAKA-KANSAI 2025"
Un vif intérêt du public japonais

Synthèse S R.

Le pavillon de l'Algérie à l'exposition universelle Osaka-Kansai 2025 a été inauguré hier au Japon. Cet espace permettra aux visiteurs d'explorer la richesse historique de l'Algérie, de découvrir ses atouts économiques et touristiques, ainsi que les opportunités d'investissement qu'elle offre. L'inauguration s'est déroulée sous la supervision du commissaire général de la participation algérienne à l'exposition, Abdallah Boukandoura, en présence du chargé d'affaires par intérim à l'ambassade d'Algérie à Tokyo, Mourad Arabe. Dans une déclaration, M. Boukandoura a souligné que ce pavillon « reflète la profondeur historique de l'Algérie, met en valeur sa position géostratégique unique, ainsi que son immense potentiel économique et ses nombreuses opportunités d'investissement ». Dès son ouverture, le pavillon a attiré

des centaines de visiteurs de diverses nationalités, notamment des Japonais, qui ont exprimé leur admiration pour le contenu présenté. Plusieurs ont même manifesté leur envie de visiter l'Algérie. Un visiteur japonais s'est dit étonné de découvrir l'existence d'un tramway dans une ville saharienne algérienne, tandis que son ami a exprimé sa surprise en apprenant que l'éducation et les soins de santé sont gratuits en Algérie, contrairement à son pays, ce qu'il a salué comme un avantage significatif, surtout pour les enfants. Un autre visiteur a reconnu qu'il n'avait aucune connaissance préalable de l'Algérie, mais que grâce à ce pavillon, il a désormais une image claire du pays. « Pour moi, l'Algérie a un avenir prometteur, surtout en raison de sa population jeune, à l'opposé du Japon », a-t-il déclaré, souhaitant également l'ouverture de liaisons aériennes directes entre les deux pays. Le pavillon algérien a également reçu la visite de ressortis-

sants d'autres pays, qui ont exprimé leur admiration pour les infrastructures modernes que l'Algérie a su développer dans divers domaines. Le pavillon algérien à l'Expo Osaka-Kansai 2025 restera ouvert jusqu'au 13 octobre prochain, sous le thème : « Concevoir la société du futur pour notre vie ». Cette exposition figure parmi les plus grands événements mondiaux, avec plus de 28 millions de visiteurs attendus venus des quatre coins du globe. L'événement constitue une occasion en or pour l'Algérie de renforcer sa présence à l'international et de nouer de nouveaux partenariats dans plusieurs secteurs. Pour rappel, l'Algérie a déjà participé à plusieurs expositions internationales et universelles, notamment à Montréal (1967), Osaka (1970), Séville (1992), Lisbonne (1998), Saragosse (2008), Shanghai (2010), Yeosu (2012), Milan (2015), Astana (2017) et Dubaï (2020).

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ENCADREMENT DU COMMERCE EXTÉRIEUR, INVESTISSEMENT ...

Les annonces du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier à Alger, que deux nouvelles institutions seront créées pour encadrer l'importation et l'exportation d'ici fin mai. L'une sera chargée de réguler et encadrer les importations, tandis que l'autre sera spécialisée dans l'appui et la promotion des exportations, a précisé le chef de l'Etat, lors de son discours à l'occasion de l'ouverture de la deuxième édition de la rencontre nationale avec les opérateurs économiques.

Par Sirine R

« À l'issue de cette rencontre, je chargerai le gouvernement de créer deux structures : la première dédiée à l'importation, renforcée par un système de veille pour contrôler les flux ; la seconde sera chargée d'organiser et d'accompagner les exportateurs », a-t-il détaillé. Le Président Tebboune a également annoncé que les opérations d'exportation ne transiteront plus par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX), précisant que les deux nouvelles entités seront mises en place d'ici la fin mai.

Une dynamique forte dans les exportations hors hydrocarbures

Le Président Tebboune a salué les progrès réalisés ces dernières années, notamment dans le secteur des exportations hors hydrocarbures, avec l'émergence de nombreuses entreprises publiques et privées, actives dans des domaines variés tels que le ciment, les produits miniers, ainsi que les produits agricoles et alimentaires. Il a rappelé que l'Algérie avait atteint, il y a deux ans, 7 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures, qualifiant ce chiffre de « véritable miracle », tout en appelant à un nouvel élan collectif pour atteindre les 10 milliards de dollars d'exportations en 2025. Insistant sur la nécessité de sortir de la dépendance aux hydrocarbures, le Chef de

l'État a mis en avant les avancées dans la production de blé dur, qui permettront d'atteindre l'autosuffisance alimentaire dans ce domaine.

Le Président Tebboune a réaffirmé sa volonté de créer un nouveau climat pour l'industrie et l'investissement, mettant l'accent sur l'émergence d'une nouvelle génération d'hommes d'affaires, ou « capitaines d'industrie », et saluant la contribution des jeunes à la dynamique économique nationale.

« Les jeunes Algériens sont intègres », a-t-il déclaré, soulignant le rôle central des startups et des porteurs de projets dans le renouveau économique du pays.

Il a qualifié cette dynamique économique de noble, fruit du travail des jeunes investisseurs, soutenus par les opérateurs économiques du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), ajoutant qu'il s'agit d'une dynamique profitable à tous : à l'État comme aux investisseurs.

Le Président a exprimé son espoir de voir naître un mouvement d'investissement privé dans le secteur bancaire, en vue de renforcer et diversifier le réseau bancaire algérien, aujourd'hui majoritairement public.

Investissement : création d'un guichet unique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, lors de cette rencontre organisée par le Conseil du re-

nouveau économique algérien (CREA) sous le slogan « Algérie 2025, année de la réussite économique », la création prochaine d'un guichet unique pour accompagner, encadrer et orienter les projets d'investissement en vue de garantir une répartition équitable du développement à travers le pays.

« Nous mettrons en place le guichet unique d'ici deux ou trois mois. Bien entendu, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) poursuivra son travail », a-t-il indiqué, précisant que cette nouvelle structure prendra la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial.

Et d'ajouter que ce guichet, qui comptera des représentants de différents secteurs ministériels et des banques, « jouissant de toutes les prérogatives », apportera « une solution radicale » à toutes les problématiques rencontrées par les porteurs de projets.

Relevant que l'AAPI « assume des charges au-dessus de ses capacités », le président de la République a fait savoir que le travail sur ce projet a débuté il y a trois ans.

Après avoir indiqué qu'un décret présidentiel encadrera le travail de ce guichet unique, le président de la République a souligné l'importance d'en finir avec toutes les formes de bureaucratie et de « lancer des systèmes de veille à tous les niveaux pour soutenir la production nationale qui concurrence désormais les produits d'importation ».

COOPÉRATION Le ministre tunisien de l'Enseignement supérieur visite l'USTHB

Le ministre tunisien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mondher Belaid a visité, dimanche, l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB), dans le cadre de sa visite en Algérie. Accompagné du secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhakim Bentellis, le ministre tunisien a sillonné les structures de cette Université, notamment l'amphithéâtre doté d'une capacité d'accueil de 2.000 places et équipé de matériel technique de pointe. Le ministre tunisien s'est enquis de la plateforme technique des analyses physiques et chimiques, reposant sur la qualité et la haute précision en matière de recherche, avant de se rendre à la Faculté de Génie civil où il a pris connaissance des laboratoires de traitement des eaux. A cette occasion, la délégation a visité la station de traitement et d'épuration des eaux usées de l'Université qui dessert la commune de Bab Ezzouar et au sein de laquelle sont encadrés les stages des étudiants dans ce domaine.

RÉALISATION D'UN PIB DE 400 MILLIARDS USD D'ICI FIN 2027

Tebboune appelle à la mobilisation

Par Réda Hadi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier, au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), la cérémonie d'ouverture de la deuxième édition de la rencontre nationale avec les opérateurs économiques. L'ouverture de cette rencontre, organisée par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) sous le slogan "Algérie 2025, année de la réussite économique", s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat, de membres du gouvernement, de cadres supérieurs, ainsi que de chefs d'entreprises et de groupes industriels, publics et privés, et de responsables d'institutions. L'événement est très important pour les patrons qui attendent, comme le souligne le président du CREA, Kamel Moula, de nouvelles décisions et

orientation du Président. Lors de son discours, Tebboune a clairement codifié la marche à suivre et a enjoint nos opérateurs à plus de maturité et d'exploiter au mieux les facilitations édictées, avec un esprit entrepreneurial. Tebboune s'est engagé à ce que cette rencontre sera une tradition, et a émis « l'espoir d'atteindre ensemble le rang des pays émergents », indiquant que l'Algérie était déterminée à rejoindre le rang des pays émergents avec pour objectif d'atteindre un Produit intérieur brut (PIB) de 400 milliards USD d'ici fin 2027.

« Nous entamons le second mandat avec l'espoir de parvenir ensemble à rejoindre le rang des pays émergents », appelant à la mobilisation de tous pour « atteindre un PIB de 400 milliards USD d'ici fin 2027 ». Après avoir rappelé que « le premier mandat s'est achevé avec tous ses espoirs et ses douleurs en raison du Covid », le président de la République a

affirmé que « nous devons aujourd'hui compter sur les jeunes algériens et leurs start-up, car leurs mains sont propres et ils sont en train d'accomplir des réalisations qui inspirent la fierté ».

13 700 projets d'investissement enregistrés à l'AAPI

Evoquant la dynamique d'investissement que connaît le pays ces dernières années, le président de la République a fait savoir que l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) avait enregistré, à ce jour, 13.700 projets d'investissement couvrant divers domaines et secteurs économiques d'une valeur atteignant 6.000 milliards DA. Après avoir salué leurs efforts, le président de la République a appelé les opérateurs algériens à "donner un fort élan" au secteur économique. Pour lui, le développement passe par l'augmentation

de la part de l'industrie dans le PIB, pour atteindre entre 13 % et 14 %. « L'avenir ne peut se traduire que par la création d'un nouvel environnement pour l'industrie et une nouvelle génération d'entrepreneurs, afin d'en finir avec le passé douloureux fait de détournements et de corruption », a-t-il souligné. Et d'ajouter : « Nous devons compter sur la jeunesse algérienne et sur ses startups. Ils ont les mains propres et réalisent aujourd'hui des choses qui nous rendent fiers », a-t-il spécifié « celui qui prétend craindre la prison et tarde à accomplir ses missions pense comme les corrompus et les saboteurs ». Dressant un tableau des plus exhaustifs, le premier magistrat du Pays, a demandé plus de patriotisme pour les investissements, pour faire perdurer ces premiers bons résultats. « Je vous appelle à élever l'esprit patriotique pour faire avancer notre économie », a-t-il conclu.

PROJET DE LOI SUR LES WAKFS

De nouvelles dispositions alliant dimension caritative et investissement

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, a indiqué, samedi, que le projet de loi relatif aux wakfs prévoyait de nouvelles dispositions alliant dimension caritative et investissement. Présentant un exposé devant la commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé que cette discussion intervenait après l'approbation, lundi dernier en Conseil des ministres, du projet de loi relatif aux wakfs, rappelant, à cet égard, les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'adoption de mécanismes de numérisation à travers toutes les phases du recensement des biens wakfs du secteur des affaires religieuses. Selon M. Belmehdi, les dispositions introduites dans ce projet de loi ont vocation à "ancrer le principe de préservation des biens wakfs, avec l'adoption de règles en accord avec la référence religieuse nationale et l'intégration de nouveaux contrats wakfs et de formules d'investissement modernes". M. Belmehdi a expliqué, dans ce sens, que ce projet de loi "prévoit de nouvelles règles garantissant la protection des biens wakfs et la modernisation des mécanismes de gestion, d'administration et d'exploitation des wakfs". Il convient de noter que la Constitution de 2020 stipule, dans son article 60, que "les biens wakfs et les fondations sont reconnus et leur destination est protégée par loi".

ACCIDENTS DE LA ROUTE
10 morts et 226 blessés en 24 heures

Dix (10) personnes sont décédées et 226 autres ont été blessées durant les dernières 24 heures, dans plusieurs accidents de la route à travers le territoire national, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Beni Abbès avec quatre (4) décès et un (1) blessé, suite au renversement d'un véhicule survenu sur la route nationale RN6, dans la commune et daïra de Beni Abbès. Durant la même période, les unités de la Protection civile ont effectué des interventions pour prodiguer des soins de première urgence à huit (8) personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et de chauffe-bain au niveau des wilayas de Constantine et Oran. A noter que les éléments de la Protection civile sont également intervenus pour l'extinction de trois (3) incendies dont deux (2) de palmeraies à In Salah et El Meniaâ, ainsi qu'un (1) incendie urbain à Tlemcen.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Valeur transigée	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,89	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	14289	20 004 800,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-0,70	3,02	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CFA	2 300,00	2300,00	0,00	4,19	1,32	12,10	5,43	89593	206 063 900,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,69	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-7,07	2,03	-	0	0,00

INDUSTRIE

Remise en service de la cimenterie de Timegtane à Adrar

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a procédé, avant-hier à Adrar, à la remise en service de la cimenterie de Timegtane, dans la wilaya d'Adrar, relevant du groupe des ciments d'Algérie Gica. Des efforts louables ont été fournis par le groupe Gica et les entreprises publiques, dans des conditions "difficiles" et "complexes", pour le redémarrage intégral de cette unité industrielle, selon les standards requis, a affirmé le ministre lors de l'opération de redémarrage de cette structure, après l'inspection de certaines de ses installations. Après avoir pris connaissance du processus de production de sacs de ci-

ment, M. Ghrieb a indiqué que "le redémarrage de cette structure, en un laps de temps ne dépassant pas un mois, reflète la forte volonté des hautes instances du pays de relever le défi et de relancer cette entité économique au service du développement local et national". "Cette cimenterie constitue un acquis socioéconomique pour la région", a souligné le ministre, évoquant l'engagement des pouvoirs publics à réintégrer l'ensemble des cadres ayant travaillé dans cette installation. Il a également appelé à la nécessité de préserver cet acquis, avant de faire état de la mise en service, dans les prochains jours, de la seconde ligne de

production. Selon les explications fournies, des préparatifs sont entrepris pour mettre en service, dans les prochains jours, la seconde ligne de production d'une capacité de 1,5 million de tonnes/an de ciment, après avoir démarré avec une seule ligne de production d'une capacité d'un (1) million de tonnes/an. Au terme de sa visite dans la wilaya, le ministre de l'Industrie a procédé à la pose de la première pierre de réalisation d'une station services, au niveau de l'intersection menant à la cimenterie qui, elle-même, jouxte la route Adrar-Aoulef.

INDUSTRIE DE LITHIUM EN ALGÉRIE

Elaborer des programmes de formation spécialisés

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Yacine El Mahdi Oualid, a reçu le professeur Karim Zaghib, avec lequel il a discuté du projet de création de nouvelles offres de formation dans la fabrication des batteries lithium, indique, samedi, un communiqué

du ministère. A cette occasion, le professeur Karim Zaghib, un des éminents experts internationaux dans le domaine des batteries lithium, a passé en revue les besoins nécessaires en matière de formation pour accompagner les projets de valorisation du lithium et de production des batteries au niveau local. Il a souligné "l'importance de former une main d'œuvre qualifiée selon les normes techniques les plus avancées pour se mettre au diapason de cette orientation stratégique". De son côté, le ministre s'est félicité de l'expérience du professeur Zaghib et a exprimé la disposition de son département à collaborer avec lui en vue "d'élaborer des programmes de formation spécialisés", et de "former des formateurs dans ce domaine". La rencontre a permis d'exposer "le projet du ministère relatif au lancement de sessions de formation à court et à long termes cou-

vrant sept principaux domaines de la chaîne d'industrie du lithium et de batteries". Il s'agit de "l'extraction et du traitement du lithium, la conversion chimique, la fabrication de batteries, du recyclage, du contrôle de la qualité, des tests, la gestion des opérations industrielles, de la recherche et du développement, tout en se focalisant sur l'intégration des compétences techniques modernes et de l'innovation dans ces spécialités", ajoute le communiqué. La rencontre s'inscrit dans le cadre des "efforts du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels visant à accompagner les transformations économiques nationales et à renforcer la souveraineté énergétique de l'Algérie à travers l'investissement dans les compétence nationales en mesure de développer les futures industries", conclut la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Avril 2025

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعارالتجزئة ² دج / كغ	
		متوسط	أعلى	أدنى	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	104	118	90	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	98	110	85	الطماطم	
	Oignon sec	68	75	61	البصل الجاف	
	All sec	647	721	572	الثوم الجاف	
	Carotte	76	86	67	الجزر	
	Navet	101	112	90	لفت	
	Choux fleur	109	119	99	قرنبيط	
	Choux	99	108	89	الكرب	
	Courgette	99	111	87	الكوسة	
	Haricot vert	288	315	261	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	105	117	93	الخس	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	543	673	413	التفاح المحلي	
	Datte	540	676	403	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	557	580	534	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1775	1909	1641	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	382	393	371	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

VALORISATION DE LA RECHERCHE, CRÉATION DE LA RICHESSE, INNOVATION...

L'université, locomotive de l'économie nationale

Depuis l'indépendance, l'université algérienne occupe un rôle central dans la formation et l'accompagnement des étudiants. Placée au cœur des priorités nationales par le président de la République, elle se veut aujourd'hui un levier stratégique du développement économique. La valorisation des résultats de la recherche s'accélère, à l'image de la conception de la première puce électronique algérienne réalisée par les chercheurs du Centre de développement des technologies avancées (CDTA). Cette avancée illustre une réorientation vers une recherche scientifique utile, créatrice de valeur ajoutée et de notoriété pour les établissements universitaires. Dès lors, une question s'impose : où en est l'université algérienne aujourd'hui, et quel rôle peut-elle jouer dans la transformation économique du pays ?

Par Mourad A.

Depuis 1962, le nombre d'étudiants a été multiplié par 3 400, atteignant aujourd'hui près de 1 800 000. L'Algérie poursuit ainsi la démocratisation de son enseignement supérieur, avec l'ambition de former un citoyen éclairé, émancipé par le savoir. Miser sur la science, parier sur l'intelligence et investir dans la jeunesse sont les mots d'ordre qui résument l'intervention du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Il y décrit une université en pleine mutation, désormais placée au cœur du projet de transformation économique national. « Le président de la République a placé l'université au cœur des préoccupations de l'Algérie », a-t-il rappelé, insistant sur une stratégie ambitieuse : faire de l'université un acteur économique à part entière, capable de produire de la richesse par la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat. Le véritable tournant de cette dynamique réside dans l'orientation de la recherche vers des résultats concrets et exploitables. Selon le ministre, depuis deux ans, la recherche scientifique algérienne s'inscrit dans une logique de valorisation économique, avec un impact direct sur le quotidien du citoyen. « Nous avons lancé la première puce électronique algérienne, une puce de 1 mm² intégrant plus de 42 000 composants, conçue par nos chercheurs », a-t-il déclaré fièrement. Cette innovation, loin d'être isolée, marque l'émergence d'une recherche appliquée, génératrice de spin-off, de filières économiques et de transfert technologique. « L'objectif est clair : commercialiser ces produits de recherche et trans-

former les idées innovantes en produits industrialisables », a-t-il insisté. Pour accompagner cette vision, l'État a considérablement accru les moyens alloués à la recherche. Le budget y a été multiplié par 107 depuis 2020, permettant aux établissements d'avoir les ressources nécessaires pour concrétiser leurs ambitions, renforcer leur autonomie financière et développer des partenariats, notamment à travers la création d'entreprises universitaires. Aujourd'hui, l'université algérienne ne se contente plus de transmettre le savoir : elle crée de la valeur et répond aux besoins du marché. « L'université doit jouer son rôle en tant que locomotive de l'économie nationale », a affirmé le ministre, qui mise sur des filières stratégiques telles que l'intelligence artificielle, la microélectronique, la programmation, ainsi que les sciences agricoles et médicales. Pour répondre aux évolutions du monde du travail, la carte des formations fait l'objet d'une révision continue afin de mieux s'aligner sur les priorités économiques nationales. L'une des initiatives les plus emblématiques est celle des « doctorats exceptionnels », ciblant des domaines cruciaux comme l'auto-suffisance en céréales, la reproduction animale ou encore l'IA. « Ces formations visent des résultats concrets, rapidement transférables vers le marché. L'objectif est clair : faire de l'Algérie un pays émergent à l'horizon 2027 », a-t-il précisé. Conscient du potentiel de la communauté scientifique algérienne à l'étranger, le ministère renforce ses liens avec la diaspora. « Il existe une véritable forme de partenariat avec plusieurs membres de notre communauté à l'étranger », a souligné M. Baddari, citant notamment le professeur Karim Zaghbi et le Conseil scientifique de l'in-

telligence artificielle, composé de chercheurs algériens établis à l'international.

Vers une université connectée au monde

Cette dynamique de modernisation touche également la pédagogie. L'université algérienne entame une transformation en profondeur avec la numérisation des outils d'apprentissage, l'introduction du « data mining » pour une orientation plus pertinente des bacheliers, et le renforcement de l'enseignement de l'anglais. « Plus de 59 000 enseignants ont déjà atteint un niveau B2 ou plus, ce qui permettra de renforcer l'enseignement en anglais dès la prochaine rentrée », a précisé le ministre. Dans une logique d'ouverture, l'initiative « Study in Algeria » vise à attirer des étudiants étrangers, notamment dans les filières de pointe très demandées. Cette stratégie de rayonnement international s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie étudiante : numérisation des services, reconnaissance du statut d'étudiant sportif, et développement d'activités culturelles et pédagogiques. « Le sport universitaire, le théâtre, la culture... tout cela contribue à former un bon citoyen, un étudiant entrepreneur, fidèle à son université et attaché à son pays », a-t-il affirmé. L'université algérienne se positionne désormais comme un moteur central de la prospérité nationale. « L'université a atteint tous les objectifs fixés lors du premier mandat du président de la République. Aujourd'hui, elle est appelée à jouer un rôle crucial pour faire de l'Algérie un pays émergent à l'horizon 2027 », a conclu le ministre, affirmant ainsi l'ambition d'un enseignement supérieur tourné vers l'avenir, l'innovation et l'excellence.

PROMOTION DES MICRO-ENTREPRISES

Nesda crée 117 centres de développement en 2024

Par M A.

Dans un contexte où l'entrepreneuriat s'affirme comme un levier stratégique du développement économique, l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (Nesda) multiplie les initiatives pour accompagner les porteurs de projets. En 2024, elle a franchi une étape décisive avec la création de 117 centres de développement dédiés à la promotion des micro-entreprises à travers le pays. S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Farid Madouche, Directeur du Développement des Programmes de l'agence, a précisé : « Ces centres sont spécialement destinés à accompagner les diplômés universitaires dans la concrétisation de leurs projets ». Cette initiative s'inscrit dans une stratégie globale visant à insuffler l'esprit entrepreneurial dès la formation. À ce jour, plus de 12 000 diplômés universitaires ont été formés à la gestion de projets, grâce à une collaboration étroite entre la Nesda et les établissements d'enseignement supérieur. L'objectif est clair : ancrer durablement la culture entrepreneuriale chez les jeunes et encourager la création d'emplois pérennes.

L'accompagnement de l'agence ne se limite pas aux universitaires. Il s'étend également aux techniciens supérieurs issus de la formation professionnelle. Depuis janvier 2025, plus de 700 porteurs de projets appartenant à cette catégorie ont déjà bénéficié du programme, et la Nesda prévoit de généraliser cette expérience à l'ensemble des centres de formation professionnelle du pays. « Nous voulons créer un environnement propice à la création et à la croissance des petites entreprises dans tous les segments de la société », a affirmé Farid Madouche. Cette dynamique est renforcée par le lancement du programme « Athar 70 », qui cible spécifiquement les zones rurales et éloignées, en y favorisant la création de micro-entreprises adaptées aux réalités locales. Grâce à ses 71 antennes locales, l'agence ambitionne d'assurer une équité des chances sur l'ensemble du territoire national, notamment par le biais de visites de terrain annuelles garantissant un suivi rigoureux des projets. « Grâce à ses 71 antennes locales, l'agence entend garantir l'équité des chances dans toutes les communes et assurer un suivi rigoureux des projets via des visites de terrain annuelles », a-t-il souligné.

Au-delà de l'accompagnement, le dispositif de la Nesda repose sur des mécanismes de financement souples, pensés pour répondre aux besoins réels des porteurs de projets. Qu'il s'agisse d'un financement propre, bilatéral ou trilatéral, impliquant les banques (70 %), l'agence (25 %) et le bénéficiaire (5 %), l'objectif reste de faciliter l'accès aux ressources tout en assurant un équilibre des contributions. À ce volet financier s'ajoutent des avantages fiscaux significatifs : exonérations douanières, dispenses de frais d'enregistrement, et allègements fiscaux pouvant aller jusqu'à dix ans, renouvelables. « Notre rôle est de lever les freins à l'investissement et de créer un climat propice à l'entrepreneuriat », a insisté Farid Madouche, traduisant ainsi l'engagement de la Nesda en faveur de l'innovation et du développement économique local. Dans cette logique d'inclusion, la Nesda a également supprimé le critère de chômage comme condition d'accès à ses dispositifs, ouvrant désormais ses portes à tous les porteurs de projets : artisans, agriculteurs, commerçants, techniciens, diplômés... « L'objectif est clair : démocratiser l'entrepreneuriat, accompagner l'initiative, et faire de chaque idée un levier de développement local », a-t-il conclu.

ELEVAGE ET PRODUITS LAITIERS

La 1^{ère} édition du Salon «Tizi-Agri-Expo» du 6 au 10 mai à Tizi Ouzou

La première édition du Salon de l'élevage et des produits laitiers "Tizi-Agri-Expo" se tiendra du 6 au 10 mai prochain dans la wilaya de Tizi Ouzou, ont annoncé samedi à Alger ses organisateurs lors d'une conférence de presse tenue au siège de la Chambre nationale de l'Agriculture (CNA). Organisé sous l'égide du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, cet événement réunira des exposants venus de 30 wilayas, dont plusieurs régions à forte vocation pastorale comme Sétif, Sidi Bel Abbès, Souk Ahras ou encore Ghardaïa, a indiqué le secrétaire général de la CNA, Saâd Missoum. "L'événement constitue une vitrine pour faire connaître les produits laitiers, qu'ils soient artisanaux ou industriels, ainsi que les dernières innovations dans la filière élevage ", a-t-il souligné. Réparti sur une superficie de 5000 m², le Salon proposera un espace dédié à la vente directe pour les familles et les visiteurs, un pôle professionnel pour les rencontres B2B, ainsi qu'un espace dédié aux aliments pour bétail de haute qualité. Des produits comme le maïs et l'orge fourragère y seront notamment présentés, détaille Abdelghani Ben Ali, commissaire de l'événement. Les institutions financières seront également présentes. "Des banques partenaires du ministère viendront présenter leurs offres de financement pour les porteurs de projets dans le secteur agricole, en partenariat avec l'agence nationale NESDA, en charge du soutien à l'entrepreneuriat", a précisé M. Ben Ali. Par ailleurs, un conseil scientifique supervisera plusieurs conférences thématiques, en marge du Salon, portant sur l'économie agricole, l'alimentation du bétail et la santé animale. "L'objectif est de connecter chercheurs, producteurs, investisseurs et étudiants", précisent les organisateurs de l'événement. Le choix de la wilaya de Tizi Ouzou pour abriter l'événement "n'est pas un hasard", selon Hamid Ben Saâd, président de la chambre d'agriculture locale, qui a relevé que la région compte "plus de 7000 éleveurs, 28.000 vaches laitières, 54.000 chèvres et une production annuelle qui dépasse les 140 millions de litres de lait", ajoutant que : "Nous comptons également 33 laiteries, dont certaines visent une reconnaissance à l'échelle internationale grâce à leurs fromages et produits de terroir".

JIJEL
Plus de 100 établissements scolaires bientôt réhabilités

Une importante opération de réhabilitation et de mise à niveau de plus de 100 établissements scolaires sera entamée "d'ici à la fin de la période des compositions du 3ème trimestre", a indiqué, samedi, le directeur de l'éducation, Saâd Kisri. "Il s'agit d'une opération à mener après l'achèvement du recensement des établissements nécessitant une intervention" et ce, "dans le cadre des efforts déployés en vue de fournir de meilleures conditions de scolarisation aux élèves des 3 cycles de l'enseignement", a déclaré le même responsable à l'APS. M. Kisri a ajouté que les établissements scolaires concernés ont été sélectionnés sur la base d'un certain nombre de priorités, dont les plus importantes sont le chauffage, l'étanchéité, les sanitaires et les cours de récréation. La réhabilitation et la mise à niveau touchera principalement les collèges d'enseignement moyen (CEM), au nombre 62, suivis des écoles primaires (38 établissements) et les lycées (16), a précisé le directeur de l'éducation, rappelant que les travaux commenceront après la fin des compositions du 3ème trimestre. Tous les travaux seront achevés "avant la prochaine rentrée scolaire" (2025-2026), a encore assuré M. Kisri, ajoutant que d'autres opérations de réhabilitation seront menées dans le cadre d'une "seconde tranche" programmée dès l'achèvement de la première.

BECHAR

Le bassin versant du Guir, un écosystème en péril

L'écosystème du bassin versant du Guir, qui alimente en eau le barrage de Djorf-Ettorba (sud de Bechar), est en péril, à cause de la construction par le Maroc de barrages en amont de ce bassin versant, ont indiqué, samedi à Bechar, des responsables de l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH).

La réalisation par le Maroc de ces barrages porte une grave atteinte à l'écosystème de ce bassin versant dont la superficie est de 27.323,2 km², répartie entre l'Algérie et ce pays, sachant que la réalisation de ces barrages en amont en territoire marocain couvre 67 % de la superficie totale du bassin, a précisé le directeur régional Sud-ouest de l'ANRH, Taha Ansari, lors de la conférence internationale sur l'eau et les changements environnementaux. Cette situation est à l'origine de la réduction "sensible" des eaux dans le barrage de Djorf-Ettorba, d'une capacité de retenue de 365 millions M3 et qui assure l'approvisionnement en eau potable de 78 % des habitants d'Abadla, 80% de ceux de Béchar, ainsi que de la totalité des habitants de la commune de Kenadza, a-t-il expliqué. La réalisation par le Maroc de ces barrages sur le bassin versant du Guir est en contradiction complète avec la résolution 1803 de l'Assemblée générale de l'organisation des Nations-unies (ONU), qui mentionne la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et le droit inaliénable de chaque Etat de disposer librement de ses ressources et richesses naturelles, et reconnaît également l'importance du respect des obligations internationales et de ne pas nuire aux autres nations, comme l'a fait le Maroc en réalisant ces barrages sur le bas-

sin versant du Guir, a-t-il ajouté. L'Algérie, qui a de tout temps respecté et concrétisé sur le terrain cette résolution de l'ONU et le droit international en la matière, a procédé à la mise en place d'un mécanisme de concertation des eaux souterraines communes au niveau du Sahara septentrional, un exemple révélateur de coopération régionale "réussie" en matière d'exploitation des eaux, signale pour sa part le responsable du système aquifère du Sahara septentrional (SASS) et cadre au ministère de l'Hydraulique, Mohamed Dermachi. La gestion du SASS repose sur la coordination entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye, depuis sa signature en avril 2024, et ce mécanisme régional s'efforce de promouvoir une gestion durable et intégrée des ressources, en facilitant l'échange d'informations, la réalisation d'études scientifiques conjointes, et la mise en place de solutions mutuellement bénéfiques à ces pays, a-t-il souligné. Ainsi, l'Algérie manifeste une volonté constante de s'inscrire dans une dynamique collaborative, témoignant de l'importance de préserver la stabilité régionale à travers un partage des ressources en eaux souterraines du système aquifère précité, la prévention des conflits et le renforcement des capacités nationales de chaque pays, en plus de la protection des écosystèmes et la gestion des risques climatiques, a-t-il pour-

suivi. La gestion des ressources hydriques transfrontalières en Algérie exige une gouvernance équilibrée, alliant surveillance stratégique, une veille continue et une coopération régionale face aux enjeux climatiques, démographiques et géopolitiques, a soutenu M. Taha Ansari. Et d'ajouter qu'il "serait opportun pour notre pays de renforcer ses mécanismes de coordination avec les pays voisins, tout en préservant ses intérêts vitaux en matière de ressources hydriques et ce à travers une gestion intégrée, reposant sur des accords bilatéraux inclusifs et l'utilisation de technologies modernes de surveillance, qui sont essentielles pour prévenir les tensions et garantir une utilisation durable des ressources en eau, à travers aussi une synergie de vigilance nationale renforcée et une diplomatie collaborative permettant d'assurer la résilience hydrique et la stabilité régionale sur le long terme", a conclu le responsable régional de l'ANRH. La deuxième journée des travaux de la conférence internationale sur l'eau et les changements environnementaux, initiée à l'université Tahri Mohamed, a été marquée aussi par la présentation de plusieurs communications abordant des sujets en rapport avec les défis liés aux ressources en eau face aux changements climatiques et à leur renforcement pour leur préservation.

NÂAMA

Lancement des travaux d'aménagement et d'extension de la zone d'activités de la commune de Mekmen Benamar

Le coup d'envoi des travaux d'aménagement et d'extension d'une zone d'activités d'une superficie de 120 hectares a été donné, samedi dans la commune de Mekmen Benamar, dans la wilaya de Nâama, selon les services de la wilaya. Le wali de Nâama, Lounès Bouzegza, a supervisé le lancement des travaux de cette zone située à proximité de la route nationale RN 22, qui comprendra 122 lots d'une superficie variant entre 120 et 300 mètres carrés chacun, sachant que les

travaux en cours concernent le raccordement aux réseaux divers, l'aménagement des trottoirs, des voiries, ainsi que l'éclairage public, selon la même source. Le wali a donné des instructions aux responsables des travaux (Direction de la construction, de l'urbanisme et de l'architecture) pour respecter les délais contractuels et raccourcir la durée de réalisation tout en garantissant la qualité. L'objectif est de rendre rapidement cette zone industrielle exploitable et de la mettre à disposition des inves-

tisseurs, après publication sur la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, afin de lancer les projets qui contribueront à la relance du développement économique local à travers la création de richesse et d'emplois. La visite du wali a également porté sur l'inspection de plusieurs projets de développement à Mekmen Benamar, dont la pose de la première pierre pour la construction d'une école primaire de catégorie 1, comprenant six classes, une aile adminis-

trative et un terrain de football en gazon synthétique. D'autres projets ont aussi été lancés dans la commune, notamment la construction d'un bureau de poste avec logement de fonction, un programme de 30 logements publics locatifs, ainsi que la mise en exploitation d'un puits pastoral-agricole destiné au développement de cultures vivrières dans le périmètre agricole de la région de "El Barial". Le wali a également inspecté le chantier d'un centre local de stockage de céréales d'une capa-

cité de 50.000 quintaux, dont le taux d'avancement dépasse les 40%. La réception de ce projet est prévue pour le mois de juin prochain. Dans la commune de Kasdir, relevant de la daïra de Mekmen Benamar, la pose de la première pierre d'un projet de 20 logements publics locatifs a été effectuée. Les autorités ont aussi inspecté les travaux d'un centre de stockage de céréales et d'une polyclinique, dont les chantiers avancent à un rythme jugé "satisfaisant".

TIZI-OUZOU

Plusieurs actions préventives contre les incendies de forêts réalisées

Plusieurs actions préventives contre les feux de forêts ont été réalisées et d'autres sont en cours à travers de nombreuses communes de Tizi-Ouzou au titre du plan de prévention et de lutte contre les incendies visant à protéger le patrimoine forestier, a-t-on appris samedi auprès de la Conservation des forêts. Ces actions préventives concrétisées ou en cours de réalisation, comprennent le débroussaillage, l'aménagement de pistes forestières et de points d'eau, le captage de sources, la réalisation de tranchées pare-feu, l'aménagement et la construction de postes de vigie, a-t-on noté. Il s'agit d'opérations figurant sur le

programme en cours de réalisation portant, entre autres, sur des travaux sylvicoles sur une superficie globale de 2.000 ha, achevés sur près de 1.595 ha et en cours sur plus de 405 ha, a-t-on fait savoir. Concernant la mobilisation de la ressource hydrique, des travaux sont en cours pour la construction de 8 points d'eau destinés à la lutte aérienne contre les incendies, a-t-on fait savoir, soulignant qu'une structure semblable a déjà été réalisée et réceptionnée à Azrou n'Thor, un site touristique réputé pour sa cédraie, relevant de la commune montagnaise d'Illiltén. En outre, 6 points d'eau ont été aménagés à travers la wilaya,

s'ajoutant aux 50 déjà existants. Il a été également procédé à l'aménagement de quatre postes de vigies et à la construction d'un autre, alors que les travaux sont en cours pour construire trois nouveaux postes. Au titre du même programme, des travaux d'aménagement de tranchées pare-feu ont été effectués sur 126 ha, alors que de nouvelles tranchées pare-feu ont été ouvertes sur une superficie globale de 41 ha. La conservation des forêts a noté que la wilaya a aussi bénéficié d'autres projets inscrits dans le cadre des plans sectoriels de développement (PSD) et du programme de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales

(CSGCL). Ces actions portent sur la réalisation de travaux sylvicoles sur 1.200 ha dont plus de 874 ha ont déjà été achevés, l'ouverture de voies d'accès sur plus de 232 km dont plus de 198 km ont été réalisés et la correction torrentielle sur 5.000 m³ achevée en totalité. Concernant le programme de l'exercice 2025, la wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié d'opérations d'aménagement d'un point d'eau et de près de 80,5 km de pistes forestières ainsi que de la construction de gabions sur un volume global de 8.000 m³, selon la conservation des forêts, qui a observé que ces projets ont été tous confiés aux entreprises réalisatrices.

LE PÉRIL DE LA RIVALITÉ

Comment la compétition entre Washington et Pékin nous condamne à une Guerre froide toxique

Dans leur nouveau livre, Jackson et Brenes affirment que Washington doit abandonner l'état d'esprit primaciste.

Par Daniel Larison (*)

Il existe à Washington un consensus bipartisan sur la Chine qui s'est formé au cours des quinze dernières années. Les membres des deux partis n'hésitent pas à lier leurs politiques préférées à la cause de la « compétition » avec le gouvernement chinois, et nos dirigeants politiques sont très enclins à exagérer les ambitions et les capacités chinoises. La rivalité avec la Chine est devenue une nouvelle justification fourre-tout pour l'augmentation des dépenses militaires, la modernisation nucléaire, le renforcement de la présence militaire américaine dans le Pacifique et l'établissement de liens plus étroits avec les voisins de la Chine.

Pour promouvoir la rivalité avec la Chine, les analystes faucons ont répandu un mythe commode sur la Guerre froide qui ignore les coûts importants pour la société américaine et pour les nombreux pays qui ont été dévastés par les interventions directes et les guerres par procuration. Selon ce mythe triomphaliste, les États-Unis ont « gagné » la Guerre froide contre les Soviétiques et, ce faisant, sont devenus plus forts et plus unis en tant que nation, et ils peuvent maintenant faire la même chose en poursuivant leur rivalité avec la Chine.

Dans leur nouveau livre, « The Rivalry Peril : How Great-Power Competition Threatens Peace and Weakens Democracy » [Le péril de la rivalité : comment la compétition entre grandes puissances menace la paix et affaiblit la démocratie, NdT], Van Jackson et Michael Brenes démystifient les mythes triomphalistes de la Guerre froide et nous rappellent à quel point la dernière expérience américaine en matière de rivalité entre grandes puissances a été destructrice et mortelle. Comme ils le disent, « les rivalités entre grandes puissances au cours de l'histoire, et en particulier pendant la Guerre froide, ont entraîné des brutalités massives, des sacrifices et des dangers supportés de manière disproportionnée par les citoyens ordinaires plutôt que par les élites. »

Jackson et Brenes remettent directement en question le consensus « faucon » émergeant sur la Chine et exposent les coûts élevés et les dangers de la poursuite de la rivalité avec la Chine. Ils s'opposent également à l'inflation irresponsable des menaces et aux discours alarmistes sur les intentions de la Chine. Il s'agit d'une intervention cruciale et précieuse dans le débat sur la politique chinoise et, plus généralement, sur l'orientation de la politique étrangère des États-Unis, que les Américains de



toutes tendances politiques gagneraient à lire.

Les anti-Pékin voudraient nous faire croire que les États-Unis devraient s'engager dans une lutte mondiale coûteuse contre un adversaire majeur et que cela permettrait de faire ressortir le meilleur de notre pays et d'apaiser les divisions politiques existantes. Comme le disent les auteurs, « l'idée que la compétition fait ressortir le meilleur d'une nation est romantique, mais erronée. La politique américaine est devenue encore plus conflictuelle et caustique à l'ère de la rivalité avec la Chine. La Chine apparaît comme un objet qui alimente cette polarisation, au lieu de l'améliorer. »

Le mythe des faucons minimise ou efface également les abus et les destructions causés par les politiques de la Guerre froide, et il présente une compétition militarisée qui a failli détruire le monde comme quelque chose à imiter et à répéter.

Or, comme le montre le bilan complet de l'histoire de la Guerre froide, une rivalité intense et prolongée avec une autre grande puissance exacerbe les divisions politiques internes, alimente les préjugés toxiques et conduit à bafouer les droits des minorités et des dissidents. La rivalité n'apporte pas les biens politiques promis par ses partisans et menace de détruire ce qui reste de notre système démocratique. En outre, elle rend beaucoup plus probable une guerre catastrophique entre les États-Unis et la Chine.

Les auteurs expliquent également comment la rivalité entre les États-Unis et la Chine contribue à la concentration des richesses et à l'aggravation des inégalités économiques dans les deux pays. La rivalité alimente la consolidation de l'oligarchie des deux côtés du Pacifique, et l'augmentation des dépenses militaires

détourne et gaspille des ressources qui pourraient être utilisées à des fins plus productives et pacifiques. Une minorité relative au sommet de la hiérarchie bénéficie d'une rivalité militarisée entre nos deux pays, tandis que la plupart des habitants des États-Unis et de la Chine sont constamment lésés. Comme le soulignent Jackson et Brenes, « la rivalité ne donne pas seulement du pouvoir à ceux qui en ont déjà, elle marginalise encore plus ceux qui n'en ont pas. » La rivalité entre grandes puissances attise inévitablement le nationalisme, tant en Chine qu'aux États-Unis. Les nationalistes des deux camps utilisent la peur de l'adversaire pour soutenir une politique étrangère de confrontation et pour étouffer les dissidents. La rivalité encourage également les deux gouvernements à présumer le pire quant aux intentions de l'autre et à se montrer réticents à s'engager dans quoi que ce soit d'autre que les échanges diplomatiques les plus élémentaires.

Si l'un des principaux fondements de la paix en Asie au cours des quatre dernières décennies a été la détente sino-américaine, comme Jackson l'a fait valoir à juste titre dans son précédent ouvrage intitulé « Pacific Power Paradox » [Le paradoxe de la puissance pacifique, NdT], la rupture de cette détente et la profonde méfiance qui s'en est suivie entre nos gouvernements ont rapproché nos pays et l'ensemble de la région d'un conflit désastreux comme ils ne l'ont jamais été depuis des générations. C'est exactement le moment où nous avons besoin que les deux gouvernements répudient la rivalité comme cadre de leurs politiques plutôt que de l'adopter.

Jackson et Brenes font un excellent travail en démontant les arguments en faveur de la rivalité, mais ils proposent

également une alternative convaincante que les partisans de la retenue devraient trouver attrayante. Une partie de la solution consiste à abandonner la recherche de la primauté. Comme Jackson et Brenes l'expliquent clairement, c'est la quête de primauté de Washington qui est en contradiction flagrante avec les réalités politiques et économiques de l'Asie et du Pacifique, et c'est cette quête de primauté qui est déstabilisante.

Pour rectifier le tir, « les États-Unis doivent renoncer à leurs ambitions de primauté et œuvrer à un équilibre stable avec la Chine et d'autres acteurs régionaux. » Ils recommandent que les États-Unis adoptent la retenue militaire associée à ce qu'ils appellent une sensibilité au dilemme de sécurité. Cette sensibilité est « la capacité de comprendre le rôle que la peur peut jouer dans leurs attitudes et leur comportement, y compris, de manière cruciale, le rôle que ses propres actions peuvent jouer en provoquant cette peur. »

En bref, les décideurs politiques américains doivent tenir compte de la manière dont les dirigeants chinois perçoivent les actions des États-Unis et essayer de comprendre comment les politiques américaines conduisent les Chinois à réagir à ces actions.

La rivalité entre les États-Unis et la Chine a été largement acceptée à Washington comme le cadre approprié pour les politiques américaines en Asie et au-delà. Cela a mis la politique étrangère américaine sur la voie périlleuse d'une nouvelle Guerre froide. Les États-Unis ne sont pas condamnés à suivre cette voie. Il est encore temps pour les États-Unis de prendre une meilleure direction, plus pacifique, mais cela nécessite de reconnaître à quel point la rivalité entre grandes puissances est vraiment ruineuse et de réaliser que les États-Unis ont besoin d'une stratégie différente.

Le livre « The Rivalry Peril » est une contribution importante pour imaginer à quoi pourrait ressembler cette stratégie.

(*) Chroniqueur régulier à *Responsible Statecraft*, rédacteur en chef adjoint à *Antiwar.com* et ancien rédacteur en chef du magazine *The American Conservative*. Il est titulaire d'un doctorat en histoire de l'université de Chicago. Il écrit régulièrement pour sa lettre d'information, *Eunomia*, sur *Substack*.

Les opinions exprimées par les auteurs sur *Responsible Statecraft* ne reflètent pas nécessairement celles du Quincy Institute ou de ses associés.

Source : *Responsible Statecraft*, 03-02-2025

Traduit par les lecteurs du site *Les-Crises*

LIBAN

Le projet de loi sur la réforme du secteur bancaire adopté

Le Liban a adopté samedi un projet de loi pour restructurer son secteur bancaire, conformément aux exigences des institutions internationales ayant promis des aides au pays. "C'est la première fois qu'un gouvernement approuve un projet de loi de ce type", a déclaré le ministre de l'Information, Paul Morcos, à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres. Le texte sur la réforme et la restructuration du secteur bancaire est "réclamé par les juristes ainsi que par les institutions internationales soucieuses d'apporter leur aide au Liban", a-t-il ajouté. Le texte doit à présent être soumis au Parlement pour un vote en plénière. En février, le Fonds monétaire international (FMI) avait indiqué être ouvert à un nouvel accord de prêt avec le Liban après des discussions avec son nouveau ministre des Finances, Yassine Jaber. "En l'espace de quelques semaines seulement, c'est-à-dire depuis l'adoption du projet de loi sur la levée du secret bancaire, nous avons accompli une série de réformes nécessaires au Liban", a indiqué M. Morcos, estimant que ces réformes étaient "en adéquation avec les exigences de l'accord avec le FMI". "Les deux projets de loi bancaires adoptés par le gouvernement libanais témoignent de l'engagement du gouvernement en faveur des réformes et du renforcement de l'Etat", a salué sur X le bureau de la coordinatrice spéciale des Nations unies pour le Liban (UNSCOL). "Cette dynamique positive doit se poursuivre au Parlement et, bien sûr, dans la pratique", a-t-il poursuivi. Selon M. Morcos, "une troisième étape suivra ces deux mesures dans un avenir proche: l'élaboration d'un projet de loi visant à traiter le déficit financier". Une rencontre entre des responsables libanais, notamment le gouverneur de la Banque du Liban Karim Souaid et des représentants du FMI est prévue durant les réunions de printemps organisées par le Fonds avec la Banque mondiale à Washington fin avril.

L'INDICE DE CONFIANCE DE KEARNEY EN MATIÈRE D'IDE

L'Arabie Saoudite grimpe à la 13^e place

L'Arabie saoudite a grimpé à la 13^e place de l'indice de confiance de Kearney pour l'investissement direct étranger 2025, son meilleur classement à ce jour, reflétant un sentiment plus fort des investisseurs dans le cadre des réformes économiques en cours et des efforts de diversification. Le Royaume a gagné une place par rapport à l'année dernière et a conservé sa position de troisième marché émergent le plus attractif, ce qui témoigne d'une confiance mondiale continue dans sa stratégie de transformation.

L'indice annuel, publié par le cabinet de conseil Kearney, reflète les idées des cadres supérieurs des plus grandes entreprises mondiales sur les destinations d'investissement probables au cours des trois prochaines années. L'enquête, réalisée en janvier, donne un aperçu du sentiment des investisseurs dans un paysage mondial en mutation. Cette enquête intervient alors que les entrées nettes d'investissements directs étrangers en Arabie saoudite ont bondi de 37% au troisième trimestre 2024 pour atteindre 16 milliards de riyals saoudiens (4,26 milliards de dollars), contre 11,7 milliards de RS au trimestre précédent, soulignant l'attrait croissant du Royaume pour les investisseurs internationaux, selon les dernières données disponibles de l'Autorité générale des statistiques. Rudolph Lohmeyer, associé principal du Global Business Policy Council et directeur du National Transformations Insti-

tute, qui fait partie du Kearney Foresight Network, a déclaré : « La progression de l'Arabie saoudite n'est pas un hasard — elle incarne l'approche audacieuse et réformatrice du Royaume pour construire une économie compétitive et tournée vers l'avenir. » « Les investisseurs mondiaux prennent note de la clarté de la vision, de l'ampleur de l'ambition et de l'engagement en faveur de l'innovation qui définissent le marché saoudien aujourd'hui », a-t-il ajouté. L'amélioration de la situation du Royaume intervient à un moment où les investisseurs mondiaux privilégient les marchés stables et performants, dotés d'un potentiel de croissance à long terme. Elle s'inscrit également dans le droit fil de la nouvelle loi sur l'investissement qui garantit l'égalité de traitement entre les investisseurs étrangers et nationaux, ce qui renforce la confiance des entreprises et facilite l'entrée sur le marché.

Les entrées d'IDE dans les secteurs non pétroliers de l'Arabie saoudite ont augmenté de 10,4% en 2023, les investisseurs mondiaux étant attirés par l'ampleur et le rythme de la transformation dans le cadre de Vision 2030. Selon l'enquête, les investisseurs ont souligné la forte performance économique intérieure du Royaume, l'abondance des ressources naturelles et la rapidité de l'innovation technologique comme des facteurs clés pour choisir l'Arabie saoudite comme destination d'investissement. Ces éléments soutiennent le changement en cours vers une économie diversifiée et axée sur l'innovation. Erik Peterson, co-auteur du rapport et directeur général du Global Business Policy Council de Kearney, a déclaré : « Bien que le Moyen-Orient soit fortement représenté, les marchés développés dominent le classement mondial, avec en tête les États-Unis ».

TUNISIE

La récolte de céréales pourrait presque tripler en 2025

En Tunisie, les céréales font partie des principaux produits, agricoles, cultivés et consommés. Dans un contexte marqué par une sécheresse persistante qui affecte la production agricole en Afrique du Nord depuis plus de six ans, la Tunisie devrait tirer son épingle du jeu cette année. En Tunisie, la récolte de céréales est attendue à 1,45 million de tonnes au terme de la campagne agricole 2024/2025, soit un stock presque trois fois plus élevé que la production réalisée au cours de la campagne précédente. C'est ce que révèlent les projections formulées

par le Département américain de l'agriculture (USDA) dans son dernier rapport sur le marché céréalier tunisien publié le 1^{er} avril. Dans les détails, la récolte de blé devrait totaliser 1,18 million de tonnes, alors que celle d'orge est attendue à 272 000 tonnes. Cette embellie peut être attribuée à l'accroissement de la superficie consacrée aux cultures céréalières. D'après l'USDA, la culture de blé et d'orge a été réalisée sur 761 000 hectares en 2024/2025, soit 324 000 hectares de plus que lors de la campagne précédente. À cela s'ajoutent des conditions

climatiques favorables qui ont facilité les semis en début de campagne. « Les semis ont commencé et se sont achevés à la mi-décembre 2024, sous un temps continuellement humide. Cette période a été suivie par des précipitations abondantes de janvier à mars 2025, ce qui a profité au blé et à l'orge grâce à cette humidité et à des températures clémentes », indique l'USDA. Avant cela, la FAO soulignait également dans son rapport trisannuel intitulé « Perspectives des récoltes et situation alimentaire », publié en mars dernier, que les précipitations cumulées

en Tunisie entre novembre 2024 et janvier 2025 étaient supérieures à la moyenne annuelle dans les principales régions de production de Beja, Bizerte et Jendouba, permettant ainsi d'améliorer la préparation des terres. L'embellie attendue en Tunisie contraste cependant avec la situation dans les autres pays d'Afrique du Nord, touchés par la sécheresse qui dure depuis plus de six ans. Dans ce contexte, la FAO s'attend à ce que la récolte globale de céréales dans la région soit cette année inférieure à la moyenne annuelle.

ÉGYPTE

Le Caire prévoit une hausse de 1 million de tonnes de sa production de blé en 2025

Premier producteur africain de blé, l'Égypte en est également le principal importateur sur le continent. Alors que le pays n'est pas épargné par la sécheresse qui sévit en Afrique du Nord, le gouvernement mise sur des innovations technologiques pour accroître la production. En Égypte, la filière blé table sur une récolte de 10 millions de tonnes au terme de la campagne agricole de 2024/2025, c'est ce qu'a révélé Alaa Farouk, ministre de l'Agriculture, qui s'est confié à Reuters le 9 avril dernier. Le stock annoncé traduirait une augmentation de 1 million de tonnes par

rapport à la campagne précédente. Cette embellie s'inscrit dans un contexte où la superficie consacrée à la culture de cette céréale a baissé de 400 000 hectares, se situant désormais à 1,3 million d'hectares. Pour expliquer ces prévisions de récolte optimistes, M. Farouk met en avant l'adoption de nouvelles variétés de blé plus productives qui permettent d'augmenter les rendements des cultures. « Les nouvelles souches de blé à haut rendement développées par le Centre de recherche agricole ont permis d'augmenter la productivité de 7 à 8,5 % », précise le responsable.

Globalement, ces prévisions de récolte, si elles se réalisent, marqueraient un pas important vers le renforcement de la résilience climatique de la filière blé. Il convient de noter que l'Égypte est confrontée à une sécheresse prolongée qui dure depuis plusieurs années, comme tous les pays d'Afrique du Nord même si le pays des pharaons a l'avantage de pratiquer presque exclusivement l'agriculture irriguée. « En Égypte, la plupart des cultures étant irriguées, les rendements restent relativement stables d'une année à l'autre. Les perspectives globales de production des cultures céréalières

pour 2025 dépendront en grande partie de l'étendue des superficies semées, de l'efficacité des politiques gouvernementales de soutien aux agriculteurs et du niveau des coûts des intrants », souligne la FAO dans son dernier rapport trisannuel sur les perspectives de récolte concernant le pays d'Afrique du Nord. D'après l'organisation onusienne, l'Égypte, qui a affiché une consommation moyenne de 21 millions de tonnes de blé entre 2020 et 2023, dépend à hauteur de 55 % des importations pour combler son déficit de production.

RDC

1600 entreprises minières illégales identifiées au Sud-Kivu

En RDC, la province du Sud-Kivu est réputée pour la production d’or et de minerais 3T (étain, tungstène, tantale). Alors que l’orpaillage illégal et la contrebande privaient l’Etat d’une partie des recettes, le gouverneur Jean-Jacques Purusi avait décidé en juillet 2024 d’y suspendre les activités minières.

Selon le gouverneur du Sud-Kivu, Jean-Jacques Purusi (photo), les audits engagés à son arrivée à la tête de la province congolaise ont permis de constater que 1600 entreprises, dont une grande partie à capitaux chinois, opéraient illégalement dans la région, sans permis de recherche, en n’étant pas enregistrées et en ne payant aucune taxe. A titre de comparaison, les autorités estimaient le chiffre à environ 400. Intervenant dans le cadre d’une audition devant la Commission des affaires étrangères de l’Assemblée nationale française sur la situation dans la région des Grands Lacs, le gouverneur a fourni de nouvelles données intéressantes sur le secteur minier congolais et l’orpaillage illégal auquel les autorités font face. Selon Jean-Jacques Purusi, le Sud-Kivu serait jusqu’à 14 fois plus riche que le Luabala, province congolaise emblématique

de la rente minière grâce au cuivre et au cobalt, avec 53 millions \$ de recettes nettes mensuelles. Pourtant, le Sud-Kivu n’en tirait qu’à peine 500 000 dollars de recettes par mois. Pour le secteur aurifère uniquement, des milliers de kilos d’or quitteraient illégalement la province tous les six mois, en transitant par le Rwanda, où le minerai est raffiné dans des usines proches de la frontière, sans aucun dividende pour la RDC. Le gouverneur estime que 67 % de la production minière du Sud-Kivu est dirigée vers le Moyen-Orient (Dubai, les Emirats arabes unis ou encore l’Arabie Saoudite), le reste allant en Chine, tandis que l’Europe ne capterait que moins de 2 %. Entre autres raisons évoquées pour expliquer cette situation, le gouverneur a cité un système de taxation trop lourde (plus de 1400 taxes selon ses chiffres), une lourdeur administrative, la corrup-

tion, etc. Selon lui, la feuille de route engagée comprenait plusieurs réformes qui portent notamment sur la réduction de ces taxes, la mise en place d’un processus de bancarisation, de numérisation et l’implémentation d’un guichet unique pour toutes les transactions commerciales. Les autorités indiquent aussi avoir arrêté une quarantaine de hautes personnalités impliquées dans la corruption, et contraint les entreprises chinoises opérant illégalement à régulariser leur situation en commençant par payer les taxes. Le premier mois après le début de la mise en œuvre desdites réformes, les recettes minières générées ont été triplées, passant de 500 000 à 1,75 million de dollars. Si toutes les réformes vont au bout, les estimations indiquent que le chiffre peut augmenter jusqu’à 25 millions de dollars chaque mois.

BOTSWANA

AAAS Energy boucle le financement de 3 projets solaires totalisant 11 MW

La multiplication de petits projets solaires sous contrat à long terme illustre l’ancrage progressif des énergies renouvelables dans le mix électrique botswanais. AAAS Energy, développeur de parcs solaires photovoltaïques en Afrique subsaharienne, a annoncé le mardi 8 avril avoir atteint le closing financier de trois projets totalisant 11 MWc au Botswana, en partenariat avec Kgagadi Resources Development Company (Pty) Ltd.

connue sous le nom commercial de Solar Power. Les centrales seront implantées dans les localités de Charles Hill, Kasane et Maun. L’ensemble représente un investissement de 7,8 millions USD et sera soutenu par un contrat d’achat d’électricité (PPA) de 25 ans signé avec la Botswana Power Corporation (BPC). L’électricité produite sera injectée dans le réseau national. Ces projets sont cofinancés par des fonds propres apportés par AAAS

Energy et un prêt d’Absa Bank Botswana. Solar Power assurera également la construction et l’équipement (EPC) des trois sites. La mise en service commerciale est prévue pour le premier trimestre 2026. Au Botswana, l’essor des énergies renouvelables est récent, mais il s’accélère. En juillet 2024, la Banque mondiale a approuvé un premier prêt dédié au secteur pour financer des investissements dans les réseaux et le stockage, facteur

nécessaire à l’intégration des énergies solaires. Des projets comme la centrale Mmadinare de Scatec (60 MW) et le parc Sandveld (4 MW) illustrent la montée en puissance progressive des producteurs indépendants d’électricité. Dans ce paysage en mutation, les projets d’AAAS Energy apportent une réponse complémentaire en soutenant l’électrification locale par de petites capacités solaires intégrées au réseau.

KENYA

Un nouveau projet pour augmenter l’offre de semences certifiées de riz

Au Kenya, le riz est la troisième céréale consommée après le maïs et le blé. Le gouvernement poursuit ses efforts pour améliorer la production locale de riz dans un contexte de forte dépendance aux importations. Au Kenya, l’Organisation nationale de recherche sur l’agriculture et l’élevage (KALRO) vient d’entamer la construction d’une unité de production de semences de riz certifiées à Mwea, dans le comté de Kirinyaga, dans le cadre d’une coopération avec le Programme coréen internatio-

nal d’agriculture (KOPIA). L’information a été rapportée le lundi 7 avril par l’Agence de presse kenyane (KNA) qui précise que l’installation, basée sur un site de 65 hectares, est prévue pour entrer en service d’ici 2028. D’un coût total évalué à 129 millions de shillings (1 million \$) par an, cette nouvelle infrastructure comprendra une unité de stockage de semences d’une capacité de 1 000 tonnes. Elle abritera également des séchoirs et une unité de traitement et de conditionnement des semences. En plus de contri-

buer à augmenter l’offre locale de semences certifiées dans la filière, Ruth Musila, directrice de l’antenne de KALRO à Mwea, indique qu’elle servira également de centre de formation pour améliorer les compétences des producteurs de semences et des agriculteurs dans la production commerciale de riz paddy. Selon la responsable, l’ambition affichée par les autorités à travers ce nouveau projet est de stimuler la production locale de riz pour faire passer le taux de couverture des besoins de consommation de 20 %

à 30 % à terme. Alors que la première économie d’Afrique de l’Est consomme environ 1 million de tonnes de riz usiné, sa production annuelle stagne autour de 200 000 tonnes, d’après les données du Département américain de l’Agriculture (USDA). Les données compilées par le Bureau national de la statistique (KNBS) ont révélé que le pays a dû importer pour 54,7 milliards de shillings (422 millions \$) de céréales en 2023 pour combler son déficit de production.

SÉNÉGAL

La SFI veut injecter 44,6 millions \$ pour développer la finance islamique

La facilité de crédit, qui ira à la Banque islamique du Sénégal, a pour objectif de favoriser la croissance des secteurs de l’agriculture et du commerce, dans un contexte où la finance islamique reste sous-développée en Afrique de l’Ouest, malgré une demande croissante. La Société financière internationale (SFI) envisage de mettre en place une facilité de crédit islamique non garantie d’un montant maximum de 40 millions d’euros (44,6 millions \$) en faveur de la Banque islamique du Sénégal (BIS), apprend-on dans une note de la filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. Cet investissement proposé sur une durée maximale de 5 ans assortie d’une période de grâce de 2 ans devrait permettre à la BIS d’étendre ses offres de financement conformes à la charia, en particulier aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) sénégalaises qui peinent à accéder aux services bancaires traditionnels. Ce financement pourrait ainsi stimuler la croissance inclusive, notamment dans des secteurs stratégiques comme l’agriculture et le commerce. En complément, la BIS sera accompagnée dans le renforcement de son cadre de gestion des risques, afin de garantir la viabilité à long terme de ses opérations et sa capacité à croître de manière durable dans un environnement financier en constante évolution. Ce financement, en attente d’approbation par le conseil d’administration de la SFI (prévu pour le 9 mai 2025), représente une opportunité pour combler le déficit d’inclusion financière dans un pays à majorité musulmane (plus de 90%) où la finance islamique reste peu développée. Par ailleurs, dans ce pays d’Afrique de l’Ouest, plus de 98% du tissu économique est constitué de PME. Mais, celles-ci n’accèdent qu’à 9% des crédits disponibles, du fait notamment de la frilosité du système bancaire. Dans son Programme pour le financement massif et sécurisé des PME/PMI, le Sénégal compte augmenter l’encours de crédit accordé par les institutions financières aux PME/PMI de 600 milliards FCFA (1,03 milliard \$) en 2024 à 3000 milliards FCFA en 2028. Si l’investissement de la SFI est validé, il devrait contribuer à la réalisation de cet objectif.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Un rétropédalage qui donne un peu de répit

Les places financières ont connu des variations historiques cette semaine, suite aux sauts d'humeur de Donald Trump. Entrée en vigueur des droits de douane massifs " réciproques " mardi soir, suspension pendant 90 jours le lendemain... exception faite de la Chine qui avait déjà répliqué. La tension monte, avec dorénavant 145% de taxes douanières sur les produits chinois et 125% sur les produits américains à compter de main, puisque Pékin a décidé de ne pas se laisser faire. Les grands indices devraient continuer à faire preuve de volatilité au gré des annonces et des négociations commerciales, avant de se focaliser à nouveau sur les résultats de sociétés puisque la saison des trimestriels vient tout juste de débuter.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops :
SMIC +3,66 % : le constructeur chinois de semi-conducteurs profite du bras de fer sino-américain pour s’imposer comme le futur producteur de puces IA en Chine. SMIC devient l’un des piliers d’un ensemble de valeurs chinoises en pleine ascension dans ce contexte géopolitique tendu. Broadcom +24,37 % : à la suite de l’annonce d’une pause dans l’application des droits de douane, les sociétés américaines spécialisées dans les microprocesseurs, dont notamment Broadcom, enregistrent un fort rebond. Les compagnies d’assurance santé américaines : le secteur retrouve un peu le moral après des mois compliqués. Le gouvernement fédéral augmente plus que prévu son taux de remboursement pour les plans Medicare l’an prochain. Medicare est destiné à couvrir les personnes de 65 ans ou plus. UnitedHealth, Humana, Cigna, CVS Health et Centene ont bien progressé à Wall Street. Prada -4,85 % : la maison de luxe italienne officialise l’acquisition de sa consoeur Versace auprès de Capri Holdings. Initialement évaluée à 3 milliards d’euros, la transaction a finalement été conclue pour 1,25 milliard d’euros, une excellente affaire liée directement aux difficultés financières rencontrées par Versace. Rémy Cointreau +6,12 % : le producteur français de spiritueux annonce le départ de son directeur général, Éric Vallat, dans les mois à venir et lance la recherche de son successeur. Le titre rebondit alors qu’il se négocie actuellement à un niveau équivalent à celui de 2010.

Flops
Barry Callebaut -28,72 % : le plus grand chocolatier du monde s’est effondré après avoir présenté ses chiffres semestriels. L’entreprise fait face à un environnement de marché sans précédent avec les prix de la matière première, le cacao, extrêmement volatils et élevés. La situation devrait rester compliquée dans les mois à venir. CoreWeave -8,51 % : spécialiste des data centers, CoreWeave a signé la une IPO en demi-teinte il y a désormais une quinzaine de jours. Le titre souffre d’une faible liquidité, ce qui amplifie fortement sa volatilité. Pharma européenne : Novo Nordisk, Galderma, Sanofi, Roche, Novartis : les laboratoires européens ont chuté cette semaine alors que l’administration Trump préparerait une taxation majeure sur les importations de produits pharmaceutiques. L’objectif étant de forcer ces entreprises à relocaliser leur production aux Etats-Unis. Stellantis : -12,64 % : le constructeur automobile est dans la tourmente alors que des droits de douane de 25% sur les importations automobiles aux Etats-Unis sont entrés en vigueur le 3 avril. Stellantis, qui fait déjà les frais des erreurs stratégiques de l’ancienne direction, est particulièrement exposé au marché américain. Eni : -11,91 % : L’entreprise italienne subit le recul des prix de l’énergie alors que la perspective d’une récession fait craindre un impact sur la demande. Eni envisage

également des ventes potentielles de ses actifs en amont à la suite d’un récent accord avec le négociant mondial en énergie Vitol. Nike : -5 % L’équipementier sportif fait partie des entreprises qui retiennent leur souffle face à l’escalade de la guerre commerciale. La quasi-totalité de sa production est localisée en Asie et en Chine notamment. La mauvaise nouvelle s’ajoute à un contexte déjà défavorable, marqué par une baisse des ventes et de la rentabilité. Alibaba / Temu (PDD Holdings) : -7,56 % ; -13,16 %: Les exportateurs chinois sont les premiers touchés par les taxes farami-neuses imposées sur les produits à destination des États-Unis. La fin de l’exemption douanière dite " de minimis " a également un impact considérable sur ces acteurs, qui en avaient largement tiré parti. Ce dispositif permettait de faire entrer sans droits de douane les petits colis de faible valeur. Mais cette tolérance n’est plus d’actualité.

Matières premières

Energie : La suspension temporaire par le président américain Donald Trump des droits de douane sur la plupart des partenaires commerciaux a apporté un certain soulagement aux marchés pétroliers. Preuve en est, les deux références mondiales s’apprêtent à clôturer la semaine proche de l’équilibre par rapport à la clôture de vendredi dernier, à savoir autour de 63 USD pour le Brent et 59 USD pour le WTI. Cependant, la relation avec la Chine reste tendue, puisque les droits de douane américains sur les produits chinois ont atteint 145 %, en réponse à une hausse similaire de la Chine à 125 % sur les importations américaines. Ce bras de fer nuit à la confiance du marché et exacerbe les craintes d’un ralentissement de la croissance mondiale, impactant potentiellement la demande en pétrole. Dans ce contexte, l’OPEP+ pourrait être tentée de repousser l’augmentation de sa production prévue en mai. Métaux : Le cuivre a initialement souffert, affichant un prix de 8730 USD la tonne sur le London Metal Exchange en début de semaine. Ce niveau était le plus bas enregistré depuis novembre 2023. La pause tarifaire de 90 jours annoncée par le président Trump a permis une reprise, portant le prix à 9135 USD en fin de semaine. Concernant l’or, le métal précieux a atteint des niveaux record. Le prix de l’once a grimpé à 3244 dollars, stimulé par la baisse du dollar et l’atmosphère incertaine provoquée par l’escalade des tensions tarifaires. L’or continue de bénéficier de son statut de valeur refuge, en particulier alors que les craintes de récession augmentent, ainsi que de l’appétit des banques centrales qui cherchent à diversifier leurs réserves de change. Produits agricoles : Les contrats à terme sur le maïs à Chicago affichent leur plus forte hausse hebdomadaire depuis mai 2023. Les tensions commerciales se sont atténuées à la suite de la suspension des augmentations de droits de douane par les États-Unis, et les nouvelles prévisions de l’USDA prévoient une réduction des stocks américains de maïs, renforçant ainsi la hausse des prix. La baisse du dollar américain a également rendu les produits agri-

coles américains plus attractifs sur les marchés mondiaux. Le boisseau de maïs s’échange à 487 cents (contrat échéance mai 2025). Le blé progresse également à 552 cents.

Macroéconomie

Ambiance : Le salut n’aura pas duré bien longtemps. Alors que le revirement de Donald Trump sur la date d’application des droits de douane a propulsé les indices mondiaux à la hausse, l’escalade commerciale avec la Chine a vite fait de faire retomber le soufflet sur fonds d’une forte tension obligatoire. Même la publication d’un indice des prix à la consommation inférieur aux attentes n’a pas eu l’effet escompté. Les investisseurs se détournent du dollar, se ruent sur l’or et hésitent quant à la conduite à tenir sur les marchés actions. On surveillera avec attention le comportement du marché obligatoire car toute nouvelle tension pourrait être le signe de problèmes de liquidité et/ou de ventes massives de la part des pays étrangers en réponse aux menaces américaines. Crypto : Le bitcoin ne s’est pas montré aussi volatil qu’on aurait pu le croire cette semaine. Les variations ont été moins violentes que sur le S&P 500, une prouesse inimaginable pour un actif longtemps perçu comme le symbole de l’hyper-risque sur les marchés financiers. Depuis lundi, le BTC a oscillé entre 74 000 et 82 000 dollars, et inscrit une hausse de plus de +5% sur la semaine. Même constat du côté des ETF Bitcoin Spot : depuis leur lancement en janvier 2024, ces produits boursiers ont connu à cinq reprises des semaines avec

des flux sortants plus importants que cette semaine (-700 millions de dollars d’encours). En revanche, la deuxième cryptomonnaie du marché en termes de valorisation, l’ether (ETH), est délaissée par les investisseurs : elle recule (encore) cette semaine de -1,5% et flirte désormais avec les 1 550 dollars. L’ETH affiche désormais une baisse de -53% depuis le début de l’année, ce qui en fait la pire performance du Top 20 crypto sur la période. Sans catalyseur positif qui lui serait propre, difficile de la voir remonter la pente à court terme. Encore une semaine agitée sur les marchés... qui vont revenir à leurs classiques dans quelques jours, puisque la BCE et une première salve de résultats trimestriels se profilent. Après un creux, la saison des résultats repart cette semaine. Parmi les premières grosses affiches : Goldman Sachs, Johnson & Johnson, LVMH, ASML, Hermès, L’Oréal ou encore Rio Tinto. L’occasion de prendre le pouls des entreprises, dans un contexte encore marqué par le choc des droits de douane. Autre temps fort : la réunion de la Banque centrale européenne, jeudi. Le consensus table sur une baisse de 25 points de base. La veille, la Chine dévoilera sa première estimation de croissance pour le premier trimestre 2025. Aux États-Unis, plusieurs indicateurs rythmeront la semaine : ventes de détail mercredi, permis de construire et inscriptions au chômage jeudi, sans oublier une salve d’interventions de membres de la Fed. Puisse le weekend être plus calme que le reste de la semaine !

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 10 Avril 2025

Valeur : 14 Avril 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.2037	133.2187
1	EUR	EURO		146.6839	146.7271
1	GBP	POUND STERLING		171.4113	171.4968
100	JPY	JAPANESE YEN		90.9364	90.9777
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1365	18.1388
1	CHF	SWISS FRANC		156.5445	156.6542
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.7125	94.7299
1	DKK	DANISH KRONE		19.6483	19.6531
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.3983	13.4143
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3083	12.3200
1	AED	UAE DIRHAM		36.2607	36.2727
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4831	35.4909
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.9012	433.0907
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9623	43.3941
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0214	14.0230
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9683	24.0911
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3360	3.3464
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9402	177.9402

DROITS DE DOUANE

Les smartphones et les ordinateurs exemptés des surtaxes de l’administration Trump

Une liste publiée par les douanes américaines vendredi 11 avril exclut des droits de douanes réciproques l'électronique grand public, dont les smartphones.

Après le volte-face quasi général sur les pays concernés par les droits de douane, voici venir les dérogations catégorielles. Alors que Donald Trump a déjà exclu tous les pays sauf la Chine de l'application de droits de douane réciproques, une exemption va s'appliquer désormais aux biens électroniques grand public. Smartphones, ordinateurs, cartes mémoire, écrans plats sont exclus des droits de douane réciproques, selon une liste publiée ce vendredi par l'US Customs and Border Protection, selon Reuters. Concrètement, ces produits ne seraient ni touchés par les droits pharaoniques infligés à la Chine, ni

par les droits minimum de 10% appliqués à tous les autres pays. Selon les informations de Bloomberg, l'exemption devrait aussi s'appliquer aux machines utilisées pour les semi-conducteurs. Pour autant, il n'est pas exclu que ces catégories soient soumises plus tard à une tarification spécifique. Une mesure qui profite à Apple et Samsung. Une telle mesure va profiter aux consommateurs américains aussi bien qu'aux géants de l'électronique comme Apple ou Samsung, qui ne produisent pas ces biens sur le territoire américain. L'application des droits de douane avait fait plonger l'action Apple de quasiment 30% le

8 avril par rapport à son niveau de la semaine précédente. La firme à la pomme est en effet très menacée par les surtaxes chinoises. En effet, l'Iphone, principal vecteur de croissance de l'entreprise reste très dépendant des assembleurs chinois. La grande majorité des iPhone est exportée depuis la Chine. Délocaliser aux États-Unis était irréalisable sur le court terme. Dans ces conditions, maintenir le prix du téléphone aux alentours de 1.000 euros relevait de la gageure. Ces derniers jours, Apple avait multiplié les "expéditions urgentes" depuis l'Inde pour rapatrier sur le sol américain des dizaines de milliers d'Iphone.

LA CHINE À L'OMC

Les droits de douane américains vont infliger de graves préjudices aux pays pauvres

Le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, a déclaré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) que les droits de douane américains infligeront "de graves préjudices" aux pays pauvres, selon un communiqué de son ministère publié samedi. "Ces droits de douane réciproques américains infligeront de graves préjudices aux pays en développement, en particulier aux moins développés d'entre eux, et

pourraient même déclencher une crise humanitaire", a prévenu Wang Wentao lors d'un entretien téléphonique vendredi avec le directeur général de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, selon le communiqué. "Les États-Unis ne cessent d'introduire des mesures tarifaires, engendrant une énorme incertitude et l'instabilité dans le monde, provoquant le chaos à la fois au plan international et aux États-Unis-même", a commenté

M. Wang. Dans cette guerre commerciale ouverte entre les deux premières puissances économiques, Pékin a annoncé vendredi porter ses droits de douane sur l'ensemble des produits américains entrant dans son territoire à 125 %, une mesure prenant effet samedi. Une riposte à la surtaxe monumentale de 145 % imposée par Washington - soit 125% s'ajoutant à des droits de douane de 20% préexistants - sur

les produits chinois entrant aux États-Unis. Mais la Chine a indiqué qu'elle ignorerait tout nouveau prélèvement par le président américain Donald Trump car, selon Pékin, "à ce niveau", "les produits américains exportés vers la Chine ne sont plus viables sur le marché" chinois. La Chine a également annoncé qu'elle déposerait une plainte auprès de l'OMC à propos de cette dernière série de taxes.

PÉROU

Fermeture de plus de 90 ports en raison de fortes vagues dans le Pacifique

Le phénomène prend naissance au large des côtes chiliennes et touche principalement les zones de la côte péruvienne tournées vers le sud. Il a été samedi «d'intensité modérée, avec des moments forts, et devrait se dissiper à partir de mercredi», a déclaré à la télévision d'État le capitaine de

frégate Enrique Barea, de la direction hydrographique de la Marine. «Les capitaineries surveillent pour déterminer si les ports doivent être fermés ou non», a-t-il ajouté. La Marine a aussi recommandé de suspendre les activités portuaires et de pêche, et demandé à la population de ne pas

prendre la mer. À Lima, en raison de débordements de la mer, des sections de l'autoroute de la baie ont été fermées par les autorités. Fin 2024 et en janvier dernier, des parties des côtes du Pérou et du Chili avaient été touchées par une forte houle et de très hautes vagues.

GRANDE BRETAGNE

Le Parlement adopte en urgence une loi pour prendre le contrôle de British Steel

Le Parlement britannique a adopté samedi en urgence une loi permettant au gouvernement de prendre le contrôle des deux derniers hauts fourneaux du pays. Le texte, qui faisait l'objet d'un vaste consensus, a été adopté en quelques heures par les deux chambres qui avaient du exceptionnellement rentrer de vacances et siéger un samedi. Il doit désormais recevoir l'assentiment royal, une formalité. Cette convocation du parlement témoignait du caractère "unique" et "exceptionnel" de la situation, selon le ministre du Commerce Jonathan Reynolds. Quelque 2.700 em-

plois sont en jeu. La loi adoptée permet au gouvernement de maintenir l'activité sur le site de Scunthorpe (nord de l'Angleterre), propriété du chinois Jingye, en forçant British Steel à la poursuite de l'activité sous peine de sanctions. M. Reynolds a précisé à la Chambre des Communes que le texte ne transférerait pas au gouvernement la propriété de British Steel. Mais cette option "reste sur la table" et pourrait être "l'option probable", a-t-il ajouté, tout en soulignant que le gouvernement ne pourra "pas financer à long terme la transformation de l'entreprise".

La valeur économique de l'usine est "proche de zéro", a-t-il dit. British Steel, qui emploie 3.500 personnes en Angleterre, a annoncé fin mars son intention de fermer début juin ses deux hauts fourneaux, ses pérations de fabrication d'acier et de réduire la capacité du laminoir à acier de Scunthorpe (nord de l'Angleterre). L'entreprise qui dit avoir investi depuis 2020 plus de 1,2 milliard de livres sterling sur ses sites, a fait valoir que les deux hauts fourneaux, les derniers d'Angleterre, ne sont plus rentables. Elle affirme perdre 700.000 livres (814.000 euros) par jour

ETATS-UNIS

Les importations de produits électroniques exemptées des surtaxes

Les États-Unis ont décidé d'exempter les smartphones et les ordinateurs des récentes taxes douanières imposées aux importations des biens, selon une notice du service des douanes. Ces exemptions s'appliquent notamment à des produits électroniques importés aux États-Unis depuis la Chine, à laquelle le président Donald Trump a appliqué des droits de douane de 145%. Les semi-conducteurs sont eux concernés par une exemption de la surtaxe de 10% appliquée à la plupart des partenaires commerciaux des États-Unis. Ces décisions offrent un bol d'air aux consommateurs américains, qui risquaient de voir le prix de ces produits populaires s'envoler. Le président américain s'est dit vendredi "optimiste" quant à un accord avec Pékin sur les tarifs douaniers, selon la Maison Blanche. "Le président a signifié clairement qu'il était très ouvert à la question d'un accord avec la Chine", a affirmé la porte-parole de la présidence, Karoline Leavitt. L'offensive douanière lancée par Donald Trump a notamment pour objectif de relocaliser des activités industrielles aux États-Unis et de réduire le déficit commercial du pays.

FRANCE

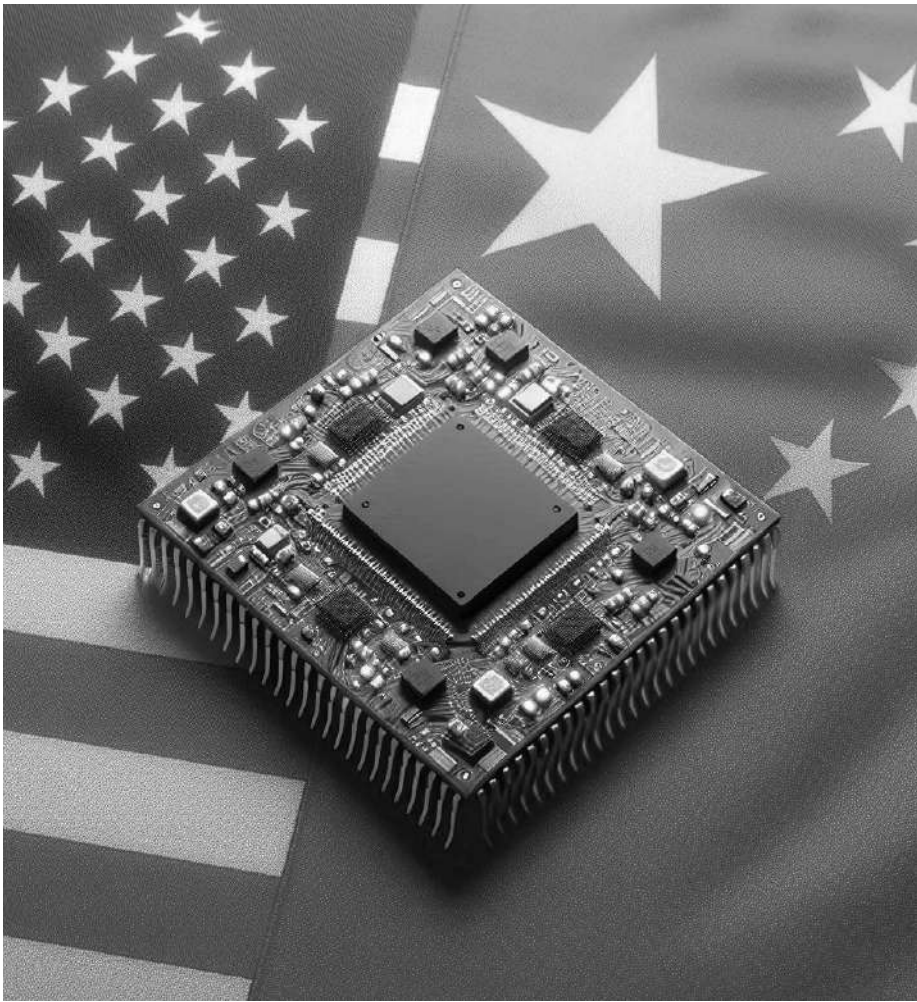
La prévision de croissance abaissée à 0,7 % pour 2025

Dans le contexte incertain de la guerre commerciale, le gouvernement a abaissé à 0,7 % sa prévision de croissance pour 2025, au lieu de 0,9 %. Le ministre de l'économie, Eric Lombard, a réaffirmé, mercredi, sa volonté de tenir l'objectif de 5,4 % du produit intérieur brut pour le déficit budgétaire. Le gouvernement accélère le pas face à la guerre commerciale. Sans attendre la conférence sur les finances publiques prévue le 15 avril à Maignon, Eric Lombard, le ministre de l'économie, a annoncé, mercredi 9 avril, sur TF1, la révision à la baisse de la prévision de croissance pour 2025, quelques heures après l'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane, et le nouveau revirement de Donald Trump sur le sujet. « Compte tenu des incertitudes », celle-ci passe donc de 0,9 %, le chiffre retenu lors de la présentation du budget 2025, à 0,7 %. Un scénario en ligne avec les dernières projections économiques de la Banque de France. La révision annoncée par M. Lombard ne va pas aussi loin que ce que le premier ministre avait laissé entendre ces derniers jours. François Bayrou avait estimé, dans un entretien au Parisien, du dimanche 5 avril, que la guerre commerciale coûterait 0,5 point à la croissance française. Si ce chiffre avait été retenu par Bercy, l'hypothèse de croissance serait donc, aujourd'hui, de 0,4 %.

APPLE PEUT RESPIRER

la tech sera exemptée de droits de douane aux États-Unis

C'est un nouvel épisode surprise qui vient d'être annoncée dans la guerre des droits de douane. Une large exemption vient d'être décidée par Washington sur les produits tech de grande consommation.



La pause de 90 jours décidée par Donald Trump sur ses droits de douane, ne laissant qu'un taux plancher de 10% pour l'ensemble de la planète, n'avait pas satisfait les milieux économiques. Il faut dire que la Chine était la seule exception à cette pause, une Chine où l'immense majorité des iPhone sont produits (90%). Et au-delà

d'Apple, qui a beaucoup souffert dernièrement, des marques d'ordinateurs annonçaient arrêter leurs ventes dans le pays. Ce qui a peut-être fait réfléchir Donald Trump.

Donald Trump annonce des exemptions sur les ordinateurs, les smartphones et les puces

Les consommateurs américains vont pouvoir pousser un ouf de soulagement. Les produits de consommation tech ne seront finalement pas pris dans la grande guerre douanière que veut mener Donald Trump. Le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis vient en effet de publier une liste d'appareils qui seront exemptés des droits. Smartphones, ordinateurs, disques durs, puces mémoires... Au total, une vingtaine de produits n'auront pas à subir les énormes surtaxes qui faisaient craindre l'impossibilité de les importer aux États-Unis.

Une exemption qui concerne autant la Chine que le reste du monde

Et l'exemption est très large. Elle concerne ainsi les 125% de surtaxe décidée par l'administration américaine au moment où elle était en pleine escalade avec Pékin, mais aussi le reste du monde. En effet, une exemption encore plus importante est mise sur les semi-conducteurs, qui ne seront même pas frappés par le taux plancher de 10% décidé pour la grande majorité des partenaires commerciaux des USA. Les consommateurs américains pourront ainsi toujours acheter leur iPhone à un prix habituel, alors qu'Apple, comme d'autres géants de la Big Tech extrêmement dépendant des chaînes d'approvisionnement développée depuis plusieurs décennies en Asie, n'auront pas à vivre les terribles turbulences qui semblaient arriver avec le « Liberation Day. »

Les droits de douane US frappent déjà un célèbre fabricant de smartphones

OnePlus a appliqué une très forte hausse de prix sur sa montre connectée OnePlus Watch 3 aux États-Unis, la rendant très peu attractive pour les consommateurs. Bientôt le tour des smartphones ?

Les premières conséquences de la guerre commerciale que se livrent les États-Unis et la Chine commencent à se faire sentir pour les consommateurs américains. Razer et Framework ont suspendu la vente de certains produits outre-Atlantique, tandis que Micron a répercuté les droits de douane sur ses prix.

Le prix de la OnePlus Watch 3 augmente de plus de 50 %

Et c'est désormais au tour d'une marque de téléphonie bien connue de devoir s'adapter. Comme repéré par Android Authority, le tarif de la OnePlus Watch 3 vient de sensiblement augmenter, passant de 329 dollars US à 499 dollars US, soit une hausse de 170 USD (plus de 50 % du prix de départ). Le calendrier ne pouvait pas être plus cruel pour le fabricant, qui a dû repousser la sortie de sa montre connectée (initialement attendue pour février) à cause d'une erreur de typographie. Celle-ci affichait en effet la mention incorrecte « Meda in China », plutôt que le traditionnel « Made in China ». Une bêtise qui coûte encore plus cher aujourd'hui, maintenant que l'appareil est soumis aux nouveaux droits de douane. Il est en tout cas ironique que ce soit la phrase indiquant que la smartwatch est fabriquée en Chine qui cause tous ces problèmes à OnePlus. À 500 dollars US, le constructeur ne devrait pas en vendre beaucoup de l'autre côté de l'Atlantique.

Un OnePlus 13 beaucoup plus cher, voire retiré du marché ?

Pour l'instant, la OnePlus Watch 3 est le seul produit du catalogue du constructeur à avoir subi une telle hausse de prix, car les autres appareils disponibles proviennent de stocks importés avant la mise en place des fameux « tarifs » de Donald Trump. Mais quand les stocks actuels seront épuisés, il faut s'attendre à ce que les smartphones voient aussi une forte augmentation tarifaire. Le OnePlus 13 pourrait par exemple passer de 900 à 1 350 USD. Autant dire que le mobile ne serait pas du tout compétitif face à la concurrence. Il est même possible que OnePlus décide de retirer purement et simplement certaines références du marché tant elles seront devenues invendables.

L'Europe déploie une technologie anti-collision qui manquait cruellement à l'aviation générale

L'Agence européenne de la Sécurité aérienne a enfin déployé des technologies anti-collisions abordables pour l'aviation générale. Elles pourraient sauver plusieurs vies chaque année. L'aviation générale est chaque année endeuillée de plusieurs accidents mortels dus à des collisions aériennes. Avec une moyenne de six accidents et 13 décès chaque année dans le secteur des avions légers, l'Agence européenne de la Sécurité aérienne (EASA) a sonné la charge en ayant dévoilé, jeudi 10 avril, deux initiatives prometteuses destinées à réduire les collisions. Des technologies autrefois réservées aux avions commerciaux deviennent enfin accessibles aux pilotes privés, grâce à la miniaturisation et à la baisse des coûts.

Finie le « voir et éviter », les avions légers deviennent intelligents et connectés

Le système traditionnel « See and Avoid » (voir et éviter) montre depuis longtemps ses limites dans des espaces aériens de plus en plus encombrés. Imaginez piloter en vous fiant uniquement à vos yeux quand le ciel européen ressemble de plus en plus à une autoroute aux heures de pointe ! Voilà pourquoi l'EASA, à travers sa « Déclaration de visibilité », encourage désormais l'adoption de technologies permettant aux avions d'être électroniquement « visibles » pour les autres appareils. La déclaration volontaire a été signée par onze autorités aéronautiques et autres entités. Elle entend démocratiser l'accès aux dispositifs de visibilité électronique. Le concept est simple mais très intéressant :

chaque avion émet un signal indiquant sa position, sa trajectoire et son altitude. La solitude d'autrefois pour les pilotes de petits appareils privés va devenir une vraie expérience connectée. Fini donc le temps où les pilotes volaient à l'aveugle. D'après Florian Guillermet, le directeur exécutif de l'EASA, « la capacité de chaque pilote à accéder à des systèmes abordables et compatibles pour améliorer leur conscience situationnelle représentera une avancée majeure pour la sécurité. » L'initiative, s'inscrit dans le cadre du plan GA Flightpath 2030+, vise à transformer l'aviation générale européenne sur le plan du numérique. Avec l'idée d'en faire une sorte de « Silicon Valley des nuages » pour les passionnés d'aviation. En parallèle, l'EASA a lancé la « Coalition ADS-L », qui établit un proto-

cole standardisé pour les systèmes d'alerte sur les avions légers et les drones.

Une technologie légère et économique qui remplace les coûteux systèmes TCAS

Les fabricants signataires s'engagent à intégrer cette technologie dans leurs produits, ce qui devrait garantir une interopérabilité maximale. C'est un peu comme si tous les smartphones du monde adoptaient enfin un chargeur universel, ce qui serait une victoire pour les utilisateurs. Contrairement aux systèmes anti-collision TCAS coûteux et lourds qui équipent les avions de ligne, les dispositifs ADS-L sont spécifiquement conçus pour être légers, économes en énergie et abordables. Ils permettent non seulement de signaler sa présence aux autres aéronefs, mais

aussi de recevoir des informations sur le trafic environnant. Les pilotes peuvent donc profiter d'une vision quasi-surnaturelle de l'espace aérien. Cette standardisation technique est une petite révolution pour l'aviation légère, qui fonctionnait jusqu'alors avec des technologies datant presque de l'époque où les frères Wright décollaient à Kitty Hawk, on exagère un brin évidemment. Quoi qu'il en soit, les données collectées serviront exclusivement à améliorer la sécurité, avec des garanties strictes concernant leur protection. À terme, ces systèmes pourraient même faciliter l'intégration sécurisée des drones dans l'espace aérien traditionnel, pour ouvrir la voie à un futur où nos amis Amazon et nos pizzas voleront en harmonie avec les Cessna du dimanche. Ça ne coûte rien de rêver.

MG CyberX : le SUV qui veut séduire les jeunes (et pas seulement eux)

Chez MG, la gamme « Cyber » fait dans le branché, le stylé, l'électrisant. Après le roadster Cyberster, au tour du CyberX de faire parler de lui, un SUV compact aux lignes anguleuses qui sera officiellement dévoilé au prochain salon de Shanghai. Le ton est donné : profil cubique, barres LED intégrales, logos illuminés et posture de baroudeur urbain, non sans rappeler le Smart #5 ou le Scout Traveller. Bref, une gueule qui claque, et qui vise une cible jeune, digitale, connectée. Sous ce look de cyber-guerrier, le CyberX inaugure aussi du lourd côté technique. Il repose sur la nouvelle plateforme E3 développée par SAIC, la maison mère. Une base modulaire 100 % électrique, pensée pour accueillir aussi bien des sportives effilées que des SUV costauds. Elle intègre la technologie CTB (Cell-to-Body), où la batterie devient partie intégrante de la structure pour plus de rigidité, moins de poids et une meilleure efficacité. À bord, le CyberX profitera de l'interface Zebra 3.0, un système d'exploitation de dernière génération centré sur la commande vocale et la connectivité. Le tout boosté par une puce J6 signée Horizon Robotics, censée gérer navigation intelligente, surveillance du conducteur et conduite semi-autonome. Les spécificités techniques restent à venir, mais l'orientation est claire : électromobilité high-tech, style affirmé et ADN global, à l'image du Cyberster déjà vendu au Royaume-Uni. En clair, MG ne vise plus seulement la Chine, mais le monde.

Quels constructeurs automobiles gagnent le plus d'argent par voiture vendue ?

Le nom des constructeurs automobiles qui gagnent le plus d'argent par voiture vendue ne change pas beaucoup par rapport aux années précédentes, même si certains d'entre eux deviennent un peu moins rentables à cause de la baisse du marché automobile chinois. Pour gagner beaucoup d'argent, les constructeurs automobiles cherchent à vendre le plus de voitures possible. Mais le mieux reste évidemment de parvenir à augmenter au maximum la rentabilité de ces voitures plutôt que de viser absolument les volumes. C'est d'ailleurs de cette façon que le groupe Stellantis avait réussi à afficher des résultats financiers exceptionnels sur l'année 2023. La formation italo-franco-américaine a connu une année 2024 beaucoup plus compliquée, même si son bénéfice net est resté au-dessus de celui de Renault et à égalité avec celui de nouveaux acteurs comme BYD sur cette période si délicate.

Ferrari à la pointe, évidemment

L'analyste Car Industry Analysis a établi son classement des marques automobiles les plus rentables de l'année 2024 en se basant sur leurs bénéfices nets rapportés au nombre de voitures vendues. Sans surprise, c'est Ferrari qui arrive en tête dans ce classement avec 136 671€ gagnés par voiture vendue (contre 117 927€ en 2023). Un chiffre qui corrobore celui avancé par les journalistes du Moniteur Automobile il y a quelques jours et qui témoigne d'une rentabilité exceptionnelle pour le petit constructeur italien. Derrière, on trouve Porsche avec 18 142€ gagnés par voiture vendue (en baisse par rapport aux 22 747€ en 2023), Mercedes avec 5 692€ (contre 7 890€ en 2023), BMW avec 4 693€ (contre 7 229€ en 2023) et Tesla avec 3 801€ (contre 4 448€ en 2023). Suivent Subaru, Toyota, la General Motors, Isuzu et Volvo.

Top 5 des monospaces les plus étranges de l'histoire de l'automobile

Longtemps moqués pour leur silhouette pataude et leur image de "voiture de papa", les monospaces ont pourtant vu naître quelques OVNIs roulants. Voici un petit tour d'horizon des monospaces les plus étranges — ceux qui ont osé, quitte à faire froncer quelques sourcils.

1. Fiat Multipla (1998-2010)

Impossible de ne pas le citer. Le Multipla a été moqué, caricaturé, ridiculisé... et pourtant, il était super pratique. Avec ses six vraies places, un avant en double étage et un design que même les designers de Fiat n'ont peut-être toujours pas compris, le Multipla est une icône malgré lui. Et aujourd'hui, il est presque devenu cool.



2. Nissan Cube (1998-2020)

Avec ses lignes asymétriques et son design de frigo japonais sur roues, le Cube a longtemps divisé. Sorti en 1998 au Japon puis en version export dans les années 2000, le Cube a tenté de séduire les urbains branchés en Europe. Résultat ? Vous en voyez beaucoup sur la route vous ?



3. De La Chapelle Parcours (1992)

Imaginez un concept car mélangeant un 4x4 de luxe, un break de chasse et... un monospace. Voilà le De La Chapelle Parcours. Présenté en 1992 par le carrossier français De La Chapelle, ce prototype est un grand délire roulant : moteur V8 de Mercedes ou V12 de chez Jaguar, quatre roues motrices et intérieur cuir digne d'un salon de château. Trois exemplaires seulement ont été produits, et aujourd'hui, c'est un véritable collector dans le monde de l'automobile improbable.



4. Bertone Genesis (1988)

Un monospace avec un moteur V12 de Lamborghini Countach ? Ça vous dit ? Le Genesis de Bertone est un pur fantasme d'ingénieurs italiens : portes papillon à l'avant, coulissantes à l'arrière, ligne improbable, et un hurlement de supercar sous le capot. Une seule unité a été produite, uniquement destinée aux expositions.



5. SsangYong Rodius (2004-2013)

Probablement l'un des monospaces les plus étranges jamais produits. Avec son arrière de yacht qui semble avoir été greffé après coup, le Rodius a été la risée du web pendant des années. Pourtant, il pouvait accueillir jusqu'à 11 personnes sur les marchés l'autorisant. Pratique, oui. Désirable ? Nous vous laissons juges.



Bonus. Toyota Will Vi (2000-2001)

Ok, celui-là est borderline, monospace/berline/citadine, mais il mérite sa place. Pensé pour séduire les jeunes Japonais branchés, le Will Vi avait un look de boîte à bento rétro-futuriste. Hyper original, mais incompréhensible pour 99 % de la planète. Un flop total à l'international, évidemment.

Mots fléchés

On peut les avoir en main		Bouffon		Conséquence		Liquide à l'odeur de chloroforme		Jubilation		Il pète plus haut qu'il n'a le cul		Châtiment
Contentement		Coiffures papales				Le noble est la boxe		Appareils pour élever des fardsaux				
												Petits chapeaux bretons
Se tord				Religieux						Sorcier africain		
Vedettes en devenir										Généreux		
										Homo-sexuel inverti		
Très longue période				Sumom d'un demi de mêlée (Strudano)		Hors d'ici					Béryllium	
Baie du Japon						Scrupuleuse					Fugitive	
			Liquider		Conductrices d'équidés							Entravée
Fleuve italien	Napperon				Pareil			Cinquième mois du calendrier juif				Drame au Japon
	Langue du sud				Croquis			Copains				
		Escarpement monoclin					Prairie de hautes herbes					
		Voie ferrée										
Culs								Fils de Pylade				
Barbecue	Pas un Dictateur sanguinaire pendant la terreur						Ville de la tour penchée					Tige d'une plante
							Vulgaire					
				Nouveau congé				Monument funéraire				
								H2O				
Mot d'encouragement				L'Irlande en VO					Non être		Anis acre	Moyen supplémentaire
Fleuve russe				Moment d'une journée								
		Coup de baguettes frappé sur un tambour			Auteur de J'irai cracher sur vos tombes					Moyen de transport		
		Empereur déchu			Note de musique							
Conjonction de coordination			Attendue							Unique		
Débarrasse l'eau			Valeur refuge									
						Un journal anglais (The)		Instruments de combat				
Attilé					Pur					Division de la couronne		Affluent du Rhône
Vin blanc cassis					Dirigeant portugais							
			Isolé					Diminutif de Antonio				
			Retira					Épais				
Imbécile		Un sultanat					Partie d'un canon		Train de banlieue		Connu	
		Obtenue								Accumulation		
						Bloquer						
Coup de pieds										Arme rudimentaire		
Petit socle pour les golfeurs						Microphone						
			Affluent de la Dordogne					Roublarde				

ETATS-UNIS

Droits de douane à venir sur smartphones et ordinateurs chinois

Les Etats-Unis prévoient d'imposer, d'ici environ un mois, des droits de douane spécifiques sur les smartphones et les ordinateurs en provenance de Chine, après les avoir temporairement exemptés, a indiqué dimanche le secrétaire américain au Commerce, Howard Lutnick. Intervenant lors d'une émission télévisée, M. Lutnick a précisé que ces produits électroniques, ainsi que les semi-conducteurs, seront inclus dans une nouvelle série de droits de douane à venir.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Lundi 14 avril 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL

Réunion lundi du Conseil de sécurité de l'ONU

Le Conseil de sécurité des Nations unies tiendra lundi une réunion à huis clos sur les développements de la situation au Sahara occidental, et les perspectives du processus de paix parrainé par l'ONU dans la dernière colonie d'Afrique. Le Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental et chef de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), Alexander Ivanko, et l'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, présenteront leur exposé lors de cette réunion. La réunion de lundi aura lieu en vertu de la résolution 2756 adoptée par le Conseil de sécurité, le 31 octobre 2024, laquelle a prorogé le mandat de la MINURSO pour une année supplémentaire. Lors de cette session d'information, Staffan de Mistura présentera un rapport sur "La situation et les perspectives du processus de paix" au Sahara occidental, occupé par le Maroc depuis 1975, tandis qu'Alexander Ivanko présentera un rapport sur "Le développement de la situation dans la zone couverte par le mandat de la mission de l'ONU", a-t-on précisé. En prévision de cette réunion du Conseil onusien, l'émissaire onusien Staffan de Mistura avait effectué la semaine passée une visite dans les Camps de réfugiés sahraouis, portant sur la réalité et les perspectives du processus de paix parrainé par les Nations unies dans la dernière colonie d'Afrique, et au cours de laquelle l'attachement du peuple sahraoui à ses droits légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance a été réaffirmé. Pendant cette visite de deux jours, Staffan de Mistura a rencontré les responsables sahraouis, à leur tête le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, et les représentants du peuple sahraoui. Il s'est aussi réuni avec les composantes de la société civile sahraouie, qui ont unanimement réitéré l'attachement du peuple sahraoui à son droit inaliénable à l'autodétermination et au recouvrement de la liberté et de l'indépendance.

EXPLOITATION ET GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES

Les efforts de l'Algérie salués

Les participants à la conférence internationale sur l'eau et les changements environnementaux ont salué, dimanche à Bechar, les efforts de l'Algérie en matière d'exploitation et de gestion des ressources hydriques depuis l'indépendance, sur les plans infrastructurel, réglementaire, juridique et financier, permettant une maîtrise de cette ressource malgré quelques lacunes. Cette performance en matière de gestion de la ressource en eau a permis la satisfaction des besoins en eau potable des populations et des secteurs agricole et industriel, ont souligné les participants en plaidant pour la conjugaison des efforts visant le renforcement de cette performance et le développement des solutions innovantes pour sa préservation. Le développement d'usines et de techniques de dessalement d'eau de mer ainsi que les projets d'envergure de transfert de l'eau à l'instar de ceux des champs de captage des eaux albiennes de Boussir et Guetrani dans la wilaya de Bechar, sont l'illustration concrète de l'engagement des pouvoirs publics à prendre en charge les enjeux liés à l'eau, une ressource indispensable pour garantir la stabilité, la sécurité et le développement socio-économique du pays, a indiqué le Pr. Touhami Merzougui, expert en eau et enseignant-chercheur à l'université Tahri Mohamed de Bechar

(UTMB). Le renforcement des capacités nationales à travers la recherche scientifique et la formation, la sensibilisation et la lutte contre le gaspillage de l'eau, et surtout la gestion et la préservation de la ressource hydrique, représente un "défi majeur" pour les acteurs de l'eau, dans un contexte marqué par la sécheresse, la surexploitation et la détérioration de la qualité des ressources en eau, a souligné, de son côté, la directrice générale de l'Agence nationale de gestion intégrée de l'eau (AGIRE), Mme Lehtihet Lamima. Ce qui impose, explique-t-elle, une planification cohérente qui prend en compte les exigences de développement de tous les secteurs, et une gestion intégrée et durable des ressources en eau, tout en capitalisant le savoir-faire et l'expérience cumulée dans la gestion de l'eau et la réalisation des ouvrages hydrauliques. La sécurité hydrique qui constitue l'une des préoccupations des hautes autorités du pays et qui s'est traduite par la réalisation de mégaprojets de dessalement d'eau de mer et des transferts de l'eau dans plusieurs wilayas du pays, est une "réponse concrète" aux préoccupations des habitants et des secteurs d'activités, notamment ceux de l'agriculture et de l'industrie, a soutenu, pour sa part, Abdessamed Derdour, enseignant au centre universitaire de

Naâma. L'Algérie dispose, sur le plan scientifique, de compétences pour trouver les solutions adéquates à la problématique de la disponibilité et de la gestion des ressources en eau, et sa démarche en matière de politique de gestion et d'exploitation de l'eau pour son développement est "adéquante", selon l'enseignante et chercheuse à l'université de Tunis-Manar, Fadwa Hamzaoui Aziz. Les travaux de la conférence internationale sur l'eau et les changements climatiques, qui se sont poursuivis dimanche, ont été marqués par la présentation de plusieurs conférences liées à la situation hydrique dans la Saoura, aux expériences de dessalement de l'eau de mer à travers plusieurs pays arabes dont l'Algérie, ainsi qu'à des thèmes divers en rapport avec la gestion et la préservation de l'eau. Initiée par l'UTMB, cette conférence internationale, dont les travaux prendront fin demain lundi par une visite des participants au barrage de Djorf-Ettorba (Bechar) et à la commune d'Igli (Béni-Abbès) pour leur permettre de constater de visu les efforts déployés par le pays en matière de stockage des eaux superficiels et d'alimentation en eau potable des populations, sera sanctionnée par des recommandations, a fait savoir le président de la conférence, Pr. Abdelhak Maâzouzi.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Tenue de la 11^e édition du Salon «Maghreb Pharma» du 22 au 24 avril à Alger

La 11^e édition du Salon international de la technologie pharmaceutique en Afrique du Nord "Maghreb Pharma" se tiendra du 22 au 24 avril au Palais des expositions à Alger, avec la participation de plus de 300 exposants, ont indiqué les organisateurs dans un communiqué. Cette édition devrait réunir plus de 4.500 visiteurs professionnels d'Algérie et d'autres pays africains dont la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, pour "découvrir les dernières avancées du secteur et nouer de

nouveaux partenariats d'affaires", selon la même source. Le Salon a pour objectif de mettre en lumière les solutions technologiques les plus innovantes pour relever les défis actuels du secteur. Ainsi, les visiteurs auront accès à une offre couvrant les équipements de fabrication pharmaceutique (lignes de production, conditionnement, emballage), les intrants et matières premières, les équipements de laboratoire, de contrôle et d'analyse, les technologies de purification et

de traitement de l'air ainsi que les solutions de digitalisation, d'automatisation et d'intelligence artificielle appliquées au secteur pharmaceutique. Le programme de l'évènement comprend également plus de 30 conférences, animées par des experts et chercheurs internationaux, qui porteront sur plusieurs thématiques liées notamment aux aspects techniques et réglementaires relatifs à la fabrication locale, aux stratégies de production et autosuffisance pharmaceutique, à la mise à

jour sur la recherche et au développement et l'industrie pharmaceutique 4.0". En parallèle de ces conférences, un espace, baptisé "Exhibitor Stage" sera consacré aux exposants pour partager leurs solutions techniques, innovations, produits et avancées technologiques. "Ces présentations, courtes mais ciblées permettront aux visiteurs de découvrir des réponses concrètes aux défis de l'industrie pharmaceutique", est-il expliqué dans le communiqué.

PLAN NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE CANCER

Une enveloppe budgétaire de 2,6 milliards DA allouée à la wilaya d'Oran

Une enveloppe budgétaire de 2,6 milliards de dinars a été allouée à la wilaya d'Oran dans le cadre du Plan national de lutte contre le cancer, ce qui permettra, en plus de la prise en charge classique des patients atteints de cancer, de renforcer l'utilisation de l'immunothérapie, selon le directeur local de la santé, M. Hadj Boutouaf. M. Boutouaf a précisé que l'immunothérapie, utilisée depuis trois ans à Oran pour près d'une centaine de cas, sera renforcée au niveau de l'établissement hospitalier universitaire "

1er Novembre 1954 ", du Centre hospitalo-universitaire " Dr Benzerdjeb " d'Oran, de l'hôpital d'El Mohgoun (Arzew), ainsi que du Centre de lutte contre le cancer de Misserghine. Le même responsable a souligné que " l'immunothérapie constitue un grand progrès dans la prise en charge des différents types de cancers ", ajoutant que " son utilisation dans les établissements de santé reflète les efforts de l'Etat pour garantir l'accès aux innovations thérapeutiques et améliorer la qualité de vie des patients atteints de

cancer ". L'immunothérapie consiste à stimuler ou à moduler le système immunitaire du patient afin qu'il puisse mieux reconnaître les cellules cancéreuses et les détruire plus efficacement, expliquent les spécialistes. Contrairement aux traitements traditionnels comme la chimiothérapie, qui ciblent directement les cellules cancéreuses, l'immunothérapie renforce les défenses naturelles de l'organisme. Cette enveloppe budgétaire sera également destinée à l'acquisition d'un robot chirurgical pour l'établissement hospita-

lier universitaire " 1er Novembre 1954 " d'Oran, selon M. Boutouaf, qui a ajouté que le cahier des charges du projet a été élaboré et transmis au ministère de tutelle pour approbation. Il a précisé que " le robot chirurgical est un dispositif médical assisté par ordinateur, qui aide les chirurgiens à réaliser des opérations avec plus de précision, de souplesse et de contrôle que la chirurgie traditionnelle ", ajoutant qu'il sera utilisé pour plusieurs types d'interventions, notamment celles liées aux tumeurs cancéreuses.